VENDREDI 27 OCTOBRE 1933. — N° 177. PRIX : 0 FR. 50. 23, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS.

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !**

# LA VÉRITÉ

**ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE**
Section française de l'organisation internationale des Bolcheviks-Léninistes

ABONNEMENTS : France ........ 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
Etranger ....... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

Abonnements d'essai trois mois : 5 francs
Paraît le vendredi

# AUX ORDRES DE COTY !

L'AMI DU PEUPLE

## TROTSKY, A LA PORTE !

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Le remords maintenant vous poursuit; vous êtes la ...
Bête traquée.
Vous ent...

## TROTSKY, A LA PORTE !

PAR JEAN-RENAUD

Je vous vois dans le cadre hallucinant de la Révolution dont la Russie est encore engluée.

Votre visage triangulé domine, avec sa barbiche satanique et ses yeux faux, les foules ameutées.

C'est, autour de vous, une ignoble ruée de mégères dépoitraillées, d'hommes saouls, de chevaliers du surin, de juifs acharnés à piller ou à tuer.

Indéfiniment, un g... ...nen d'hu... précède ce raz...

C'est la voix des torturés, des crevés de fièvre ou de dégoût.

Alors les Peuples obligent leurs gouvernements à vous expulser.

Vous en appelez maintenant à la pitié.

Vous avez tué, comme un bûcheron cogne, et vous avez ensuite levé vers le ciel épouvanté votre face ricanante avec un geste d'insulte et de défi.

Lutte contre la démocratie bourgeoise française et sa terreur dans les colonies. Amnistie véritable à tous les condamnés politiques, civils et militaires. Droit d'asile aux immigrés révolutionnaires et expulsion des gardes blancs et aventuriers contre-révolutionnaires de droite et de gauche à la Miller ou à la Trotsky.

**Nous reproduisons, ici. le fac-similé du passage du Rapport moral du SECOURS ROUGE, dans lequel il est demandé l'expulsion de Trotsky, ainsi que les coupures de l'AMI DU PEUPLE, auquel les dirigeants staliniens du SECOURS ROUGE ont emprunté leur mot d'ordre. Jusqu'à maintenant, l'appel à la répression de la bourgeoisie était le triste apanage des social-démocrates à la Fiancette et à la Levillain... Les naufrageurs staliniens du SECOURS ROUGE n'entraîneront pas les travailleurs dans cette voie. Travailleurs, protestez vigoureusement.**

# Contre les gouvernements de spoliation rassemblement du prolétariat !

## La bourgeoisie en marche vers "l'Etat fort"

*Lebrun a chargé Sarraut, le radical poincariste, l'exploiteur de l'Indochine, l'homme du « communisme, voilà l'ennemi » de constituer le Ministère. Le choix d'un Sarraut marque une étape sérieuse vers le renforcement de « l'autorité » et de la réaction.*

Le groupe parlementaire socialiste, refusant son vote au prélèvement sur les traitements des fonctionnaires, a renversé le gouvernement Daladier. Cassure pénible ! C'est après de longues négociations, et bien que le parti socialiste ait fini par admettre le principe d'un prélèvement, que la rupture s'est effectuée. Daladier s'effondra sous le poids conjugué de la droite hostile aux mesures « socialisantes » et aux nouveaux impôts, et du parti socialiste, harcelé par les fonctionnaires et ses adhérents ouvriers, et n'osant pas prendre sur lui le vote de nouvelles économies sur le dos des travailleurs.

Cette crise dépasse par ses conséquences le cadre des crises ministérielles précédentes. D'un côté, elle a rompu le Cartel petit-bourgeois de gauche, et de l'autre, cette rupture même a entraîné la brisure dans le parti socialiste, 28 députés socialistes ayant voté pour le gouvernement. Et déjà, toute la presse bourgeoise fait une campagne acharnée pour la constitution d'une nouvelle majorité parlementaire, débarrassée des socialistes.

Il est évident que Daladier a succombé comme succomberait n'importe quel ministère radical analogue, c'est-à-dire exigeant le soutien du parti socialiste. Car la bourgeoisie de droite n'est pas disposée à aider les radicaux, même s'ils essayent tout bonnement de combler le déficit budgétaire en attaquant les travailleurs sous toutes les formes. C'est qu'aujourd'ui elle réclame des mesures d'assainissement beaucoup plus énergiques, elle refuse de laisser grever les industriels et les commerçants de la moindre charge nouvelle. Elle veut que tous les frais de l'opération de « redressement » soient payés par la classe ouvrière directement. Ces messieurs voyaient d'un bon œil la tendance des radicaux à opérer la « déflation budgétaire ». Mais en fin de compte, ils préféraient réaliser l'opération eux-mêmes, pour peu que les socialistes abandonnent les radicaux à leur sort.

L'attitude du parti socialiste a été avant tout dictée par l'attaque contre les fonctionnaires. Malgré des marchandages nombreux, ils n'ont pu obtenir gain de cause. La majorité du groupe parlementaire décida d'abandonner Daladier à son sort, bien que Renaudel ait profité de l'occasion pour révéler clairement le sens de ce « néo-socialisme » tapageur ; une agance du gouvernement Daladier dans le parti socialiste, un courant petit-bourgeois qui exigeait le maintien de l'union parlementaire avec la bourgeoisie de gauche. C'est ce que nous n'avions cessé d'exprimer contre l'**Huma** qui ne voyait dans l'affaire qu'une nouvelle forme du fascisme, et du « social-fascisme ».

Peut-on dire que le gouvernement Daladier a été renversé par la classe ouvrière? Non, on ne peut pas le dire. Car en effet, ce n'est pas un gouvernement plus radical qui prendra le pouvoir, un gouvernement où collaboreraient les socialistes, c'est un gouvernement de concentration qui entraînera les radicaux dans la voie de l'Etat-Fort, qu'ils n'ont pas su ni pu construire eux-mêmes. La réaction tardieusarde attend son heure. La grande industrie en a assez des tergiversations radicales. C'est pourquoi tous ces gens proposent maintenant l'Union nationale dans laquelle les radicaux petits-bourgeois seraient prisonniers.

Il est possible que Tardieu pousse encore à la constitution d'un cabinet radical plus modéré. Car la grande bourgeoisie veut « faire la preuve » de l'incapacité des partis de gauche à redresser la situation capitaliste. C'est là pour elle un moyen de canaliser le mécontentement des paysans, des petits commerçants, de certaines couches des fonctionnaires, afin de les utiliser, comme aile fasciste, dans la lutte généralisée contre la classe ouvrière et contre toute tentative de reconstituer des gouvernements de gauche du type classique.

Nous l'avons dit, les méthodes classiques de la duperie, du mensonge, de l'hypocrisie des gouvernements parlementaires français est en train de faire faillite. Sur cette faillite se développe et s'installe l'**Etat fort**, l'état bourgeois qui se démasque, qui réclame les « pleins pouvoirs », qui repousse du pied les combinaisons parlementaires classiques. Ce n'est pas là le fascisme. C'est une formation bourgeoise, directement inspirée du bonapartisme, qui utilise le fascisme, mais dont la mission est avant tout de concentrer les forces de l'Etat bourgeois entre les mains d'un appareil de plus en plus indépendant du parlement, des partis et même des classes.

C'est pourquoi ce serait une erreur grossière de ne voir dans le processus de crise actuelle qu'une répétition des crises antérieures, et en particulier de celle de 1926 qui amena le gouvernement Poincaré d'union nationale. La crise, et même la stabilisation partielle de la crise, étreint le capitalisme français. Même les symptômes de reprise sont une occasion d'aggraver les heurts de classe à l'intérieur du pays. Toutes les forces de la bourgeoisie sont tendues à l'extérieur dans la défense des positions du traité de Versailles. Voilà pourquoi elle exigera de plus en plus un gouvernement fort, un gouvernement de réaction, un gouvernement de dictature.

Répondant à Blum, Daladier déclara que bientôt la classe ouvrière « se repentirait » de la chute de son ministère. C'était du moins le sens de ses appels à Blum. En effet, il est certain que le régime Daladier, libéral en apparence, prendra fin. Il est douteux que les Pleyel et autres manifestations jouissent désormais du quasi-appui gouvernemental dont ils jouissaient.

Mais ce que Daladier lui-même ne peut pas comprendre, c'est que toute la situation commande cette attaque contre les travailleurs, et qu'il est renversé, lui, en par-

(*Suite page deux*)

## Contre les menées chauvines et les dangers de guerre !

Les adjurations de Daladier à la Chambre pour ses projets financiers se sont toujours terminées par l'évocation du péril extérieur. S'il est vrai que la rupture d'Hitler à Genève est surtout dictée par des préoccupations de politique intérieure, les dirigeants démocrates français ne se font pas non plus faute d'utiliser la situation internationale pour mobiliser le chauvinisme et faire accepter leurs projets financiers contre la classe ouvrière. Dans ce concert d'union sacrée démocratique et patriote, les « néo-socialistes » et leur journal l'*Appel* ont joué largement leur partie.

Certes, la politique d'Hitler constitue une aggravation très forte des dangers de guerre dans le chaos européen. Désormais, le démembrement du traité de Versailles ne se fera plus sous la pesée d'une Allemagne démocratique pleurant misère, mais sous le signe clair du réarmement de l'Allemagne nationaliste. L'aggressivité d'Hitler ne fait que prolonger les manœuvres de Stresemann, mais dans une nouvelle étape plus menaçante.

Le gouvernement des radicaux et des socialistes « très gauche » de la bourgeoisie française, grassement nourrie des rapines du traité de Versailles, a utilisé à des fins patriotiques l'indignation des travailleurs contre les crimes des bandes hitlériennes. Mais l'ennemie de la bourgeoisie française, ce n'est pas Hitler, c'est l'Allemagne. Et dans la mesure où la bourgeoisie française pourra tirer des avantages de la collaboration avec la bourgeoisie allemande, dans la mesure où Hitler se prêtera à cette collaboration, la politique française sous l'impulsion des magnats de l'industrie saura trouver les modalités nouvelles d'une politique « locarnienne » appropriée avec Hitler. Des amis de Tardieu aux officieux du radicalisme, ce son de cloche se fait déjà entendre.

Après le « coup de poing » de Genève, Hitler s'efforce d'apaiser ses rapports avec la France. Les derniers discours d'Hitler et de Goebbels multiplient les avances à la France. Hitler et Goebbels se posent de plus en plus ouvertement comme les sauveurs de la civilisation contre l'hydre bolcheviste. Le milicien nazi aspire à remplacer le soldat polonais pour monter la garde de la civilisation. Et sur ce terrain de classe, Hitler sait qu'en dépit des affirmations démocratiques, il saura trouver un écho dans les bourgeoisies de France et d'Angleterre. Et sur ce terrain, il persévère dans ses fins : la politique du memorandum Hugenberg, la politique ukrainienne de Rosenberg, préparer la première guerre d'expansion allemande contre l'Est Soviétique.

Aussi le « renversement des alliances » qui suivit la venue au pouvoir d'Hitler demeure précaire. Et l'orientation de la bourgeoisie française envers l'union soviétique est rien moins que solide. Dans le chaos européen, les intérêts de la France impérialiste détermineront cyniquement ses alliances. L'accord avec la France joue pour l'Union Soviétique un rôle d'autant plus important que la politique stalinienne a ébranlé la situation intérieure de la dictature du prolétariat et a anéanti son soutien naturel, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat organisée dans l'Internationale communiste. De là le rôle extraordinaire accordé au voyage d'Herriot et au voyage de l'escadrille soviétique. Que cette politique « petite

(*Suite page deux.*)

## Les fonctionnaires dans la lutte

### Pour le Front Unique !

S'élevant contre les projets Daladier qui visaient la diminution de leurs salaires et de leurs traitements, les fonctionnaires, les employés d'Etat, les ouvriers des services publics ont manifesté par milliers à la Bourse du Travail et à la rue Grange-aux-Belles comme au Palais de la Mutualité, à l'appel des organisations unitaires, comme des organisations confédérées.

En province, également, le mécontentement, la colère grondent. Partout se manifeste la volonté de résister à l'offensive contre les traitements qui n'est d'ailleurs qu'une des parties d'une opération d'ensemble de diminution des salaires de tous les travailleurs.

Le ministère Daladier est tombé précisément sur l'article 37 qui concernait le prélèvement sur les traitements. Cela ne veut pas dire que la menace contre les conditions de vie des fonctionnaires est écartée, vaincue. Bien au contraire, elle est plus sérieuse que jamais. Le parti socialiste, la majorité de son groupe parlementaire ont abandonné Daladier pour ne pas se couper de leur clientèle de fonctionnaires et de travailleurs. Mais la pression de ceux-ci n'est pas encore suffisante pour qu'une majorité parlementaire recule. Qui plus est, une majorité se cherche pour imposer la diminution des traitements des fonctionnaires.

Mécontentement, co[...] manifestée dans des meetings ; c'est un premier pas, mais cela ne saurait suffire pour briser l'offensive de la bourgeoisie. Que les fonctionnaires se rappellent la démonstration du 20 février de cette année. Malgré son ampleur quant au nombre des participants, malgré leur enthousiasme, elle ne réussit pas à donner la victoire. Car ce n'est pas une question du niveau du prélèvement qui se pose, mais de la nécessité pour la bourgeoisie française, si elle veut tenir le coup, de faire peser le poids de la crise aux masses laborieuses. C'est pourquoi elle est, elle se montrera si acharnée dans son offensive contre les traitements des fonctionnaires. Pour tromper les travailleurs, un Compère-Morel bien nanti écrit avec cynisme : Est-ce pour 120 francs par an prélevé à un fonctionnaire qui en gagne 10.000 qu'on doit faire des difficultés ? Chaque ouvrier doit comprendre que ce qui est en cause, c'est une question de principe : aux dépens de qui résoudre la crise ?

Face à une attaque méthodique, concertée de la bourgeoisie, les travailleurs, ceux de l'industrie privée comme ceux des services publics ainsi que les fonctionnaires, ne peuvent les briser et obtenir la victoire qu'en développant une action vigoureuse, puissante les dressant tous ensemble dans un seul front de combat. Et, pour l'instant, dans les cas précis des fonctionnaires, par la constitution de leur bloc uni, résolu à lutter sans défaillance.

Syndicats unitaires et syndicats confédérés parlent d'action et même d'unité d'action. Mais, entre les paroles et les actes, il y a de la marge. De la part des réformistes, rien d'étonnant ; si les syndicats confédérés déclarent qu'ils n'accepteront aucun projet diminuant leurs salaires, leur dirigeant Laurent se déclare prêt à accepter tous les sacrifices non comme fonctionnaire mais comme citoyen ; et la C. G. T. se contente de lancer une protestation mais n'appelle pas à la résistance et songe encore moins à l'organiser. Au congrès de la Fédération générale des fonctionnaires, le délégué de la C. G. T. se dérobe, laisse les fonctionnaires livrés à eux-mêmes, se contente de leur affirmer vaguement la solidarité de l'ensemble du prolétariat.

Encore une fois, rien d'étonnant des gens de la C. G. T. Ils se sont assimilés aux combines parlementaires, ils ne respirent vraiment que dans les antichambres ministérielles. Ils n'ont qu'un souci : éviter des conflits qui perturberaient l'ordre bourgeois, qui les dérangeraient dans leur quiétude, qu éveilleraient la conscience des masses. Pour arriver à leurs fins, ils font fonctionner quelques soupapes de sûreté : des meetings par ci, des déclarations par là. Et, si besoin est, une manifestation bien limitée dans sa puissance et dans son développement, comme la grève du 20 février.

Seulement, ils disposent encore d'une influence considérable parmi les fonctionnaires, et les militants responsables du mouvement révolutionnaire devraient savoir en tenir compte dans leur activité.

Les militants de la C. G. T. U., ceux du Cartel des fonctionnaires et des services publics en particulier, savent fort bien quelles sont leurs possibilités réelles d'action.

(*Suite page trois*)

## Tom Mann prend la défense de Tchen-dou-Siou

*Nos camarades d'Angleterre ont publié dans leur vaillant organe,* The Red Flag, *une lettre ouverte à Tom Mann, au sujet de Tchen-Dou-Siou.*

*Tom Mann, leader de l'aile gauche des Trade-Unions, est membre du P.C. officiel. Il faisait partie de la délégation internationale qui se rendit en Chine en 1927. Tom Mann n'a pu refuser de dire qu'il fallait défendre Tchen-Dou-Siou. Nous posons alors de nouveau la question : le « Secours rouge » se taira-t-il indéfiniment ? D'autre part, le député-maire DORIOT faisait aussi partie de la délégation de l'I.C., en 1921, avec RACAMOND.*

*RACAMOND ET DORIOT SE TAIRONT-ILS*

*Voici la lettre de Tom Mann :*

**LETTRE DE TOM MANN**

Cher camarade,

J'ai lu la lettre adressée à moi que vous avez publiée dans le *Red Flag*. Lorsque j'assistai en Chine, en 1927, à l'ouverture du Congrès du Parti Communiste Chinois à Hankéou, je considérait le camarade Tchen-Dou-Siou et ses amis comme un ensemble de camarades capables et courageux.

Lorsque commencèrent les arrestations et les emprisonnements, j'ai eu l'occasion dans de nombreuses réunions publiques de protester hautement contre les emprisonnements en demandant l'élargissement de tous les prisonniers de la guerre de classe.

Si ma signature est de quelque valeur pour une protestation ou une revendication, je suis prêt à la donner de la même façon, et je considère de mon devoir de continuer à agiter l'opinion jusqu'à ce qu'on obtienne tout aussi bien la liberté de notre camarade.

TOM MANN.

## Pour un fonds de propagande !

Nous devons expliquer sans crainte nos difficultés financières.

Si la Ligue n'avait à supporter que les dépenses du journal, les recettes ordinaires suffiraient largement à assurer la parution régulière de la *Vérité*.

Mais la *Vérité* n'est pas un « journal » ordinaire, la *Vérité* est l'organe de la Ligue Communiste. La *Vérité* n'est qu'une des armes de la propagande de notre organisation.

Elle est certes la plus importante, pour laquelle les membres de l'organisation et nos sympathisants font des sacrifices. Mais elle ne suffirait pas, à elle seule, à notre tâche.

Nous devons aussi éditer des *brochures*, des *tracts*, des *affiches*, louer des *salles de réunion*, faire les *déplacements* nécessaires à l'organisation et à la propagande. Or, tout cela coûte cher, et pourtant, c'est indispensable.

C'est encore plus indispensable aujourd'hui qu'hier !

Aujourd'hui, nous voulons répandre sa voix, nous voulons toucher un plus large cercle de militants ! Et pour cela, il nous faut des ressources exceptionnelles.

Tous les membres de l'organisation s'imposent de sérieux sacrifices. Mais même le dévouement d'un petit nombre ne permet pas de faire face aux dépenses grandissantes. *C'est pourquoi il nous faut le soutien régulier de tous nos amis, lecteurs, et sympathisants.*

Actuellement, nous avons encore plusieurs brochures qui restent chez l'imprimeur parce que nous ne pouvons pas les payer !

Il faut donc un FONDS SPECIAL DE PROPAGANDE.

Toutes nos recettes actuelles doivent être concentrés sur la parution régulière de la *Vérité*.

Le *fonds de propagande* devra servir aux autres dépenses.

Que chacun, sans ralentir son effort pour aider la *Vérité*, cherche dès à présent des fonds de soutien pour notre propagande.

Envoyez-nous sans tarder ce que vous aurez recueilli.

Tous à l'œuvre !

Compte chèque-postal : Naville 1333-80, Paris.

## A l'aide de la Vérité

L'effort pour la *Vérité* reste insuffisant. Nous avons eu ces temps derniers un bon nombre d'abonnements nouveaux. Cependant cela ne suffit pas. Il nous faut une souscription de 500 francs par semaine !

Ainsi, il faut multiplier l'effort : faites circuler des listes, et ne manquez pas de nous adresser les sommes sitôt l'argent recueilli.

Demandez-nous l'ouverture de dépôts de vente dans votre région, si vous n'en avez pas.

Envoyez-nous des listes d'abonnés possibles.

En un mot, multipliez les initiatives pour votre journal !

**SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE**

| | |
|---|---|
| Albert X. | 30 |
| Collecte au groupe de Paris-Sud (9-10) | 15 |
| Limbour | 20 |
| Raymond | 40 |
| Jean Luar | 20 |
| Anonyme (par Cr.) | 10 |
| L. (Paris) | 2 |
| Crillon | 10 |
| Gabrielle | 10 |
| Mouhot | 20 |
| Pour la Vérité | 7 |
| *Total* | 184 |

## Les Etats-Unis le Japon et l'U.R.S.S.

Les Etats-Unis viennent d'ouvrir des négociations officielles avec l'U.R.S.S. Un des objectifs de ces négociations sera la reconnaissance de l'U.R.S.S. par Roosevelt, et par suite un plus grand développement des relations économiques et politiques entre les deux pays.

C'est un acte d'une grande importance dans la situation mondiale présente, mais qui demande à être justement analysé par les partis de la classe ouvrière. Or, nous devons constater une fois de plus qu'au lieu d'éclaircir la question, l'**Huma** aussi bien que le **Populaire** l'embrouillent à plaisir.

Bien entendu, on doit se réjouir que l'Amérique soit sur la voie de la reconnaissance de l'U.R.S.S. Aux Etats-Unis, nos camarades ont bataillé sans relâche sous le mot d'ordre : **Reconnaissance de l'U.R.S.S. et collaboration économique avec elle.** Mais cela n'épuise pas la question. Quel est le sens actuel de cette négociation? Contre quels dangers la classe ouvrière internationale (russe y compris) doit-elle se prémunir ?

Le **Populaire** a présenté les choses comme si les Etats-Unis ne voulaient reconnaître l'U.R.S.S. que pour faire un geste contre le Japon. Ainsi l'U.R.S.S. serait simplement un instrument — inconscient — entre les mains de l'impérialisme yankee luttant pour l'hégémonie dans le Pacifique. Mais cette interprétation, quoiqu'elle comporte une part importante de vérité, ne suffit pas à expliquer toute l'affaire.

Quant à l'**Humanité**, fidèle à elle-même, elle se ridiculise, et elle jette les membres du parti dans les pires contradictions. G. Péri, débordant d'enthousiasme diplomatique, écrit : « Les prolétaires saluent cette victoire avec enthousiasme, comme ils salueraient une victoire de l'armée rouge, comme ils saluent toutes les victoires de la révolution mondiale. » Pour lui, les intrigues et les combinaisons de l'impérialisme américain n'existent pas. Tout simplement, Roosevelt se met à genoux devant Staline. Après Herriot, cela fait la deuxième « victoire » de la révolution mondiale depuis que Staline a laissé écraser le prolétariat allemand...

Ces bavardages irresponsables de MM. Peri et Cie doivent être rejetés. En tout cas, ils trompent peut-être ceux qui les écrivent, mais ils trompent par surcroît des milliers de travailleurs, et c'est cela qui est le plus grave. Car, si vraiment les manœuvres diplomatiques de l'impérialisme français et américain représentent maintenant des « victoires de la révolution mondiale », on fait croire aux ouvriers que la révolution est une chose bien facile... Du reste, c'est Ferrat qui a expliqué, dans une assemblée de la région parisienne du P.C. que l'U.R.S.S. avait deux armes : l'Armée Rouge et la Diplomatie. C'est pourquoi Péri nous parle à propos des négocia-

tions que va engager Litvinov, de l'Armée rouge.

Expliquons donc plutôt brièvement le sens réel de ces nouvelles négociations.

1° Depuis longtemps, une action est engagée aux U.S.A. pour la reconnaissance de l'U.R.S.S. Malheureusement cette campagne a été surtout menée par l'intermédiaire des milieux industriels et bancaires. Les masses ouvrières se sont en fait désintéressées de cette question. La chose est notable, car en 1920-24, c'étaient les campagnes de masse des travailleurs qui poussaient la petite bourgeoisie (Herriot en 1924) à la reprise des relations avec l'U.R.S.S. En 1933, aux Etats-Unis, ce sont les milieux industriels qui sont intervenus, et ont poussé Roosevelt sur la voie des négociations.

2° Bien entendu, le bénéfice qu'attend la bourgeoisie américaine, c'est l'écoulement d'un stock considérable de marchandises, et surtout d'outillage. En général, le capitalisme n'a pas d'autre visée sur l'U.R.S.S. que de la faire servir à son développement, et à la réintégrer dans son cercle infernal. Cependant, ce n'est pas d'aujourd'hui que les ingénieurs ou hommes d'affaires américains travaillent avec l'U.R.S.S. En particulier depuis la mise en œuvre du premier plan quinquennal, c'est par centaines que des ingénieurs et des ouvriers qualifiés américains ont collaboré à l'œuvre soviétique. Mieux que cela, des accords économiques très étendus ont été conclus par l'U.R.S.S. avec les entreprises américaines privées, par exemple avec Ford, qui construisit entièrement l'usine d'automobiles de Nijni-Novgorod.

Est-ce donc seulement une extension de ses ventes en U.R.S.S., qu'attend le capitalisme américain ? Et s'apprête-t-il à prêter à long terme les masses de capitaux qui seraient nécessaires à l'U.R.S.S. pour des achats massifs ?

3° Ici intervient l'aspect politique de la question. Selon la presse stalinienne, l'attitude du gouvernement Roosevelt signifie une reconnaissance implicite des victoires économiques et sociales du régime soviétique. Nous rejetons cette explication. D'abord, ce n'est pas la vertu de l'exemple qui détermine l'action des gouvernements capitalistes à l'extérieur. **C'est l'appât du gain économique, ou l'espoir d'un avantage politique précis, — ou bien la pression de la classe ouvrière.** Or, ce serait une misérable fantaisie de faire croire que les récentes « victoires diplomatiques » de l'U.R.S.S. ont été acquises grâce à l'action de la classe ouvrière internationale. **Au contraire**, elles ont été acquises sur le dos des défaites du prolétariat en Allemagne et en Europe Centrale.

Nous venons de faire remarquer qu'en ce qui concerne le gain économique, les Etats-Unis ne peuvent pas en espérer **immédiatement** un beaucoup supérieur à celui qu'ils tirent actuellement. **C'est donc qu'ils trouvent un avantage politique considérable à se rapprocher aujourd'hui de l'U.R.S.S.**

4° En effet, la situation intérieure de l'U.R.S.S. est si incertaine, que tous les impérialismes du monde se précipitent pour préparer leur participation à la liquidation du régime soviétique. Les uns, comme le Japon ou l'Allemagne, s'y préparent par la voie de la violence et de la provocation, et les autres, comme la France et l'Amérique, s'y préparent par la voie pacifique. VOILA LA VERITE ! Voilà le danger qu'il faut signaler à la classe ouvrière, voilà le danger contre lequel doit être dressé le prolétariat soviétique.

Bien entendu, la France ou les Etats-Unis y trouvent des avantages complémentaires. D'un côté, la France se prémunit contre l'Allemagne (ou plus exactement, rassure à ce sujet l'opinion démocratique-chauvine); et de l'autre les Etats-Unis menacent le Japon. Ce sont là des aspects du problème non négligeables.

Les Etats-Unis iront officiellement en U.R.S.S. parce qu'ils veulent être **sur place.** Ils veulent être sur le terrain, d'une part pour surveiller l'évolution de la situation intérieure de l'U.R.S.S., tout en profitant commercialement de cette présence; et d'autre part pour être présents là où le Japon est lui-même présent. Qu'on n'oublie pas que lors de l'occupation de Vladivostock et de la Sibérie orientale en 1919-21, les troupes américaines se battaient côte à côte avec celles du mikado contre les communistes. Ce qui fut une collaboration — et une surveillance mutuelle — dans ces années, peut devenir maintenant une hostilité déclarée.

Le prolétariat soviétique et international doit être averti sans équivoque des dangers contenus dans la politique « pacifique » de l'impérialisme. Certes, la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis peut être tournée en faveur de la révolution, en faveur de l'U.R.S.S., mais à la condition que le prolétariat regagne dans l'U.R.S.S. elle-même sa position dominante, qu'il n'abandonne pas à la bureaucratie centriste, opportuniste et conservatrice, le soin des négociations, — et que dans tous les pays capitalistes, les communistes mettent à jour le jeu double des gouvernants qui ne s'apprêtent à embrasser le travailleur soviétique que pour mieux l'étouffer.

**Leclerc.**

# APRÈS LA CHUTE DE DALADIER

*(Suite de la première page)*

tie, parce qu'il n'a pas mené avec assez de vigueur l'attaque contre la classe ouvrière. Que certaines couches ouvrières aient eu l'impression que Daladier valait mieux que d'autres, c'est certain. Mais cela ne peut pas dispenser la classe ouvrière de **lutter.** Là seulement est son salut.

Le parti socialiste s'apprête à tirer devant la classe ouvrière le bénéfice de son « opposition » à Daladier. Ayant jusqu'au bout tenté d'obtenir de Daladier certains accommodements superficiels (que celui-ci ne voulut pas consentir), il se décida à provoquer sa chute. Il est bien évident que seront nombreux les travailleurs qui verront là — à tort — le signe d'un « redressement » du parti socialiste. Car il est bien aussi certain que c'est sous la pression de la masse de ses membres ouvriers et fonctionnaires que le parti socialiste s'est décidé une fois de plus à rentrer dans l'opposition sans avoir jamais participé au gouvernement depuis la guerre.

L'attitude de Renaudel et Cie est celle des éléments décidés à faire ouvertement le jeu de la démocratie bourgeoise. Si le parti socialiste avait depuis 1918 participé largement au gouvernement, comme ce fut le cas en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, etc., il est probable que le poids de la tendance Renaudel aurait augmenté, et si une scission s'était produite, c'aurait été **à gauche**, comme cela s'est passé en Allemagne et en Angleterre. Au contraire, l'attitude ambiguë de semi-opposition des socialistes, leur soutien à éclipses, etc..., a maintenu la gauche et les travailleurs dans les cadres du parti, et c'est la droite exaspérée par cette attitude équivoque, qui a rompu avec son parti.

Il est de toute évidence que la tactique léniniste consiste dans les conditions à exiger des éléments réformistes **une attitude logique, conséquente, de leur parti.** Se dresser contre la bourgeoisie, il faut le faire sur le terrain du travail, et non seulement au parlement. Certes, pour nous, il est écrit à l'avance que le parti socialiste sera incapable de mener la **lutte.** Tout au plus essaye-t-il sur la bourgeoisie un **chantage.** Car il se maintient sur le terrain de la démocratie petite bourgeoise. **Mais la tactique du front unique passe par la reconnaissance de la volonté de résistance et de lutte qui anime des dizaines de milliers de travailleurs qui suivent encore les dirigeants réformistes.**

Bien entendu, le C.C. du parti stalinien n'a pas manqué une occasion de se discréditer un peu plus en rompant avec la masse réformiste au moment où celle-ci fait un pas à gauche. Voici le point central de son manifeste :

« Luttons impitoyablement contre le parti socialiste et la C.G.T., qui aident à la diminution des salaires et des traitements, qui brisent les grèves, freinent le développement du mouvement ouvrier, et tentent d'entraîner le prolétariat dans l'Union sacrée. »

Il faut le dire hautement : **une pareille tactique prépare en France exactement la même catastrophe qu'en Allemagne !** Nous la dénoncerons sans ménagements.

Au moment où la bourgeoisie déclanche une attaque plus violente où les socialistes, sous la pression de leurs troupes, passent à une opposition, même de façade, où la tâche des communistes est d'utiliser l'antagonisme inévitable entre la grande bourgeoisie, les fascistes, et le socialisme petit-bourgeois, les ânes qui dirigent ce qui reste du parti stalinien donneront comme objectif principal de lutte : le parti socialiste et la C.G.T. !

Les travailleurs ne veulent pas recommencer l'expérience allemande, avez-vous compris, MM. Thorez et Cie ! Ils ne veulent pas expier dans les prisons et les camps de concentration vos propres crimes politiques. Et ceci s'adresse aussi aux dirigeants social-démocrates.

Aujourd'hui, le secret de la victoire consiste à tirer impitoyablement les leçons de l'expérience allemande, à rejeter la direction socialiste et stalinienne, à se pénétrer de la justesse de nos propositions.

Actuellement, il faut entrer dans la voie de la constitution d'un large **front du travail**, front unique des organisations qui luttent et prétendent lutter contre la réaction. Seulement, au cours de la lutte il apparaîtra que la tactique socialiste et stalinienne ne vaut rien, et que seule la politique communiste peut sauver la classe ouvrière de l'enfer ou le capitalisme français veut à son tour la précipiter.

**POUR LA DELEGATION OUVRIERE EN INDOCHINE**

# PHILANTHROPIE IMPÉRIALISTE

Pour montrer la générosité de la « Mère-Patrie », l'Impérialisme français avec le concours de la bourgeoisie indigène parmi laquelle figure « Phu que tân vau » (journal féministe de Saïgon) dont le directeur est Caovan Chanh — et il en sera reparlé —, organise à Saïgon une crèche pour les enfants des ouvriers pauvres et une assistance de secours aux chômeurs, sise rue d'Ayot. La dernière est en fonctions depuis le 5 septembre.

Voici un passage du reportage de la « *Tribune Indochinoise* », organe du parti constitutionnaliste au premier jour de l'ouverture de cette assistance de secours :

« *A 14 heures, la salle est remplie d'une quarantaine d'ouvriers... Il y a 168 inscrits, mais une soixantaine sont venus. Pourquoi cela, est-ce que les autres n'ont pas faim ? demandai-je à un chômeur.*

*— J'ai honte de venir là, me répondit-il, prendrer un repas qui ne vaut pas 10 sous. J'habite à Dakao (à 7 kms de la rue d'Ayot). Il me faut, si je compte exclusivement sur le comité pour vivre, faire un long trajet pour prendre un repas après 24 heures d'attente. J'ai une femme et trois enfants.. Nous ne nous expliquons pas pourquoi les Européens chômeurs bénéficient de deux repas par jour tandis que les indigènes ne peuvent en prendre qu'un comportant un menu sommaire...* »

L'exploitation coloniale du capitalisme français jette des milliers de nos frères, travailleurs indochinois dans une situation effroyable. Ceux qui se défendent énergiquement sont exécutés, déportés... par dizaines de milliers; les autres se nourrissent de racines, mendient, se suicident. Ils n'ont aucun droit de s'organiser pour se défendre. Tandis que les budgets militaires de la police augmentent chaque année.

*L'Annam Nouveau*, journal de la bourgeoisie tonkinoise avoue qu'à Hanoï, ville de 100.000 habitants il y a 5.000 mouchards. Il faut que le prolétariat de la Métropole par le front unique de ses organisations exige l'amniste intégrale et les droits syndicaux, le retrait des troupes de l'Indochine, la suppression du budget de la sûreté. Le prolétariat de la Métropole ne veut pas que l'argent de ses frères travailleurs indochinois soit employé à payer leurs bourreaux : il veut qu'il leur soit remboursé par l'allocation de chômeurs à tous, paysans et ouvriers.

Le parti stalinien, le S. R., la C.G.T.U., et nous, la Ligue communiste internationaliste avons fait des efforts. Mais pas assez. Il faut, pour renforcer notre action que le parti socialiste la C.G.T., les anarchistes, les pupistes soient appelés à prendre position et à nous soutenir. Qu'ils envoient aussi leurs délégués à la commission d'enquête en Indochine. Que les députés fassent des interpellations énergiques à la Chambre. Que le prolétariat de la Métropole soit mobilisé pour la défense des opprimés d'Indochine.

Camarades, soutenez la campagne pour la délégation ouvrière en Indochine,émanation de tout le prolétariat de la Métropole.

## LE VOYAGE d'HERRIOT

*Un camarade, membre du P. C. officiel et qui a entendu le monstrueux rapport fait par Ferrat sur le voyage d'Herriot en U.R.S.S., nous envoie le complément d'information suivant :*

Après avoir « expliqué » la politique de l'U.R.S.S. Ferrat, revenant sur le malaise visible dans le parti, a dû préciser :

**« Il y a dans notre parti, et en particulier dans notre région, des secrétaires de rayon qui sont allés jusqu'à dire : « On en a assez de tous ces télégrammes, de toutes ces embrassades ! L'U.R.S.S. nous emmerde avec sa Politique. Si le parti ne se désolidarise pas d'avec la politique extérieure des Soviets nous quitterons le Parti. Ou la politique du Parti changera, ou nous quitterons le Parti ! » Un membre du Comité Central a même dit : « Si jamais Pilsudski va en U. R. S. S. pour les fêtes d'Octobre, je fous ma démission du Parti ! »**

Encore une fois, nous demandons aux camarades du Parti de nous dire si les explications de M. Ferrat les ont satisfait ?....

# Questions Staliniennes et réponses capitulardes

*L'Humanité vient de commencer la publication d'articles d'une étude du staliniste intégral Piatnitsky, intitulée « questions social-démocrates et réponses communistes ». Quand tout sera publié, nous analyserons en détail les principaux « arguments » de tout ce fatras théorique. Aujourd'hui nous voulons seulement examiner à quoi répond cette étude de Piatnitsky.*

*Nous sommes au mois d'octobre; Hitler est parvenu au pouvoir par coalition avec les nationaux allemands il y a 9 mois, en janvier, et a complètement instauré la dictature fasciste depuis le mois de mars. L'ampleur de la défaite ouvrière était si considérable que, d'une façon ou d'une autre, les organisations se réclamant du prolétariat devaient se situer, prendre leurs responsabilités, etc.*

*Dans l'I. C., sous la direction de Staline, on déclara, dès le mois d'avril, la ligne passée, juste, il fallait la poursuivre dans l'avenir jusqu'à la victoire de la révolution prolétarienne. Un rapport et des articles d'Heckert donnèrent le ton à la bureaucratie. Quant à ceux qui se permettaient de rouspéter, à la porte comme de vulgaires trotskystes.*

*Les perspectives de l'I. C. après la victoire de Hitler ? Rappelons cet article de Manouilsky dans l'organe officiel de l'I. C. où était écrit : « Les fascistes seront les califes d'un jour ». Dans le P. C. allemand, parmi les prolétaires encore trompés par le stalinisme, on répandait la théorie suivante : Hitler ne pourra pas résister aux difficultés, en octobre ce sera l'heure de la révolution prolétarienne.*

*Mais les jours passent et les prévisions staliniste sont cruellement démenties. Et dans les rangs du parti communiste, à l'intérieur de l'Allemagne comme dans l'émigration, et aussi dans les autres partis communistes, des inquiétudes se font jour, des questions sont posées timidement; chaque jour des yeux s'ouvrent. La bureaucratie éprouve le besoin de se défendre, elle sent le terrain se dérober complètement sous ses pieds. Et Piatnitsky arrive à la rescousse.*

*Les mêmes problèmes que le rapport d'Heckert prétendait avoir résolus, Piatnisky entend les étudier et ainsi confondre les adversaires du stalinisme.*

*Mais, en bon bureaucrate dépourvu d'arguments politiques, il lui faut brouiller les cartes pour essayer d'avoir raison.*

*« Questions social-démocrates », que signifie cette expression ? Prenons une des questions, par exemple la première, car elle mettra à nu toute la ruse grossière du bonhomme.* « Pourquoi, en janvier 1933, le P. C. allemand n'a-t-il pas lancé l'appel à l'insurrection contre la dictature fasciste ? ». *Voyez-vous ces ouvriers social-démocrates qui, selon l'aveu de Piatnitsky lui-même, ont suivi leurs chefs jusqu'au jour de la défaite, poser maintenant aux communistes la question: pourquoi votre parti n'a-t-il pas fait l'insurrection en janvier 1933 ? Pas un ouvrier social-démocrate ou non, ne pose et ne se pose une telle question.*

*Mais, de plus en plus nombreux sont ceux qui se posent la question sous la seule forme qui appelle une réponse : Pourquoi le P. C. allemand n'a-t-il pas pu empêcher le triomphe du fascisme ? Pourquoi a-t-il été amené à céder sans combat au début de 1933 ?*

*Pour ne pas répondre à cette question, Piatnitsky la dénature et traite de social-démocrate qui se permet de douter de la justesse de la ligne de l'I. C. Mais après avoir brouillé les choses, il doit répondre tout de même à la question posée par les ouvriers. Toute son étude consiste à justifier la retraite du P. C. allemand, la capitulation devant le fascisme. Les ouvriers suivaient la social-démocratie, pleurniche-t-il, on ne pouvait donc pas se battre contre le fascisme.*

*Questions social-démocrates et réponses communistes ? Non pas. Mais questions à la manière staliniste et réponses de capitulards, telle est l'étude d'un des dirigeants de l'I. C. Une organisation qui subit cela sans broncher est condamnée; l'I. C. ne peut plus mener le prolétariat que de défaites en capitulations. L'opposition de gauche n'avait que trop de raisons pour rompre avec l'I. C. après la défaite allemande.*

## L'Humanité poursuivie

Avant de céder la place, le ministère Daladier soutenu par les socialistes, a intenté des poursuites contre l'**Humanité.** Il lui reproche une provocation indirecte de militaires à la désobéissance « par la reproduction des débats du Congrès des Jeunes ». Le gouvernement radical et socialiste de la guerre du Maroc a tenu à ne le céder en rien aux ministères cartellistes de 1924.

Il va sans dire qu'inculquer aux jeunes exploités soumis à l'encasernement dans les rangs de l'armée bourgeoise qu'ils ne doivent rien à la classe ennemie et tout à leurs frères d'exploitation et de misère, les appeler et les préparer à remplir leur rôle de jeunes prolétaires sous les armes est le devoir constant des communistes. Nous le poursuivrons sans défaillance contre l'idéologie chauvine, contre les traîtresses théories de l'intérêt général et de la défense de la démocratie, et même en luttant contre les illusions pacifistes de **« l'objection de conscience »** et de l' **« amsterdamisme ».**

Pour aujourd'hui face aux canailleries judicio-policières du défunt gouvernement Daladier-Blum — dont le gouvernement de demain fera fructifier l'héritage — nous protestons contre les poursuites du gouvernement bourgeois et nous marquons notre solidarité aux poursuivis.

# Contre les menées chauvines et les dangers de guerre !

(*Suite de la page* 1)

bourgeoise » comporte pour le prolétariat international pour demain des dangers d'autant plus graves que l'Internationale stalinienne aura développé plus d'illusions parmi les ouvriers pour ses bénéfices fugaces, transitoires et trompeurs d'aujourd'hui, cela devient clair pour tout ouvrier.

Contre la seconde Internationale réduite à servir les bourgeoisies démocratiques de France et Angleterre, qui fourvoie le prolétariat en l'appelant à servir le front des pays démocratiques contre les dictatures que fait la politique stalinienne, en dépit des phrases, avec le battage fait sur le pacifisme d'Herriot et le voyage de l'escadrille soviétique ? Au contraire, ce sont maintenant les perfides leaders de la Deuxième Internationale, ceux qui ont armé la France jusqu'aux dents qui se donnent les gants de mettre en garde l'U. R. S. S. contre un renouveau de la politique tzariste, de lui rappeler que son seul véritable allié est le prolétariat et d'en profiter pour semer la confusion et battre le rappel pour l'unité organique des partis politiques de la classe ouvrière.

L'utilisation des menées chauvines se fera très vite jour dans la politique intérieure de la bourgeoisie française contre les ouvriers étrangers et pour servir la politique antiouvrière. Les périls que ces menées font courir au prolétariat à l'approche des guerres impérialistes sont également très grands. Le patriotisme démocratique des social démocrates vient d'accoucher de son plus beau produit : le chauvinisme des néos-socialistes. L'internationalisme stalinien subordonné aux aléas de la politique du « socialisme dans un seul pays » et de la diplomatie stalinienne s'est abatardi dans l'amsterdamisme et l'apologie des pactes de non-agression. Pour sauver l'Etat prolétarien et le prolétariat, pour dégager l'avant-garde ouvrière des idéologies nationales et pseudo-nationales et lui ouvrir la route de l'internationalisme révolutionnaire, la tâche de notre internationale est de faire revivre l'internationalisme prolétarien de Marx, de Lénine et de Liebknecht.

*Beaucoup de marchands de journaux de Paris et de province ne nous règlent pas le compte des journaux que nous leur envoyons. Nous sommes donc obligés de leur supprimer ces envois. Les lecteurs qui ne trouveront plus* la Vérité *au kiosque ou à leur librairie habituelle sont priés de s'abonner directement ou de nous indiquer un autre kiosque.*

## Lettre d'Allemagne

# N'ABANDONNONS PAS LES OUVRIERS A LA TERREUR NAZI

Nous extrayons du dernier numéro d'**Unser Wort**, les correspondances suivantes :

N'abandonnons pas les ouvriers à la terreur nazi.

**ALLEMAGNE CENTRALE**

Chez nous, la plupart des arrestations ont été effectuées dans les petites communes de la campagne. Une partie minime des camarades arrêtés seulement était organisée politiquement. Les assassins fascistes n'ont fait que satisfaire leur instinct bestial et sadique de haine et de vengeance. Une partie de ceux qui avaient été arrêtés a été entre temps libérée et placée sous surveillance de la police. Beaucoup de ces ouvriers sont désespérés ou déçus. Dans beaucoup de cas ils avaient été trahis par leurs propres camarades et quand ils ne le sont pas ils ont tout de même le sentiment de l'être.

Depuis le mois de mars le N.S.D.A.P. (parti national-socialiste) a fait près de 1.500 nouveaux adhérents dans notre localité ; mais selon leurs propres indications il n'y a parmi ceux-ci pas même 100 ouvriers. (Il est vrai que chez nous il y a plus d'ouvriers nazis mais ils comptent parmi ceux qui avaient adhéré au fascisme avant le 30 janvier 1933.)

Dans leurs cellules, on procède maintenant à une épuration. On exclut ceux qui veulent réaliser dans les usines les phrases d'autrefois ou du moins s'opposer à l'empirement des conditions de vie. Ceux-ci sont considérés comme des communistes cachés.

Ce qui énerve la population, ce n'est pas le fait que jusqu'ici on ne peut pas signaler une amélioration économique, mais le fait qu'on exige trop de **« dons volontaires »**. On considère ceux-ci comme des diminutions de salaires.

Les trahisons et les arrestations dues aux dénonciations des « camarades » font qu'on ne peut décider même les meilleurs éléments du Parti, à faire du travail. Les mesures prises par les nazis repousseront leurs propres adhérents. Ce qui se traduira tout d'abord par de l'indifférence et de la déception. Auprès de la jeunesse, les nazis perdent des sympathies à cause du travail **« volontaire »** forcé. Lorsque, il y a peu de temps le salaire fut baissé de 30 Pfg. par jour à 25 Pfg, il y eut dans quelques camps de la contrée des soulèvements qui furent brutalement réprimés.

**Ruhr.**

Nous vous communiquons aujourd'hui nos nouvelles qui démontrent que durant les dernières semaines la terreur fasciste s'est énormément accentuée. Les méthodes de la torture obtiennent actuellement un succès particulier. On laisse par exemple le prisonnier toute une journée sans manger, debout,exposé au soleil ou contre un mur : le soir on lui donne un hareng saur pour ensuite ne lui accorder de l'eau que contre un aveu ou une trahison. Par ces méthodes on réussit à dépister presque toutes les armes cachées ou les fonctionnaires responsables. Les S. A. ont tiré sur des enfants, un gosse de 13 ans a été tué. Le **« Generalanzeiger »** rapporte : **« La foule prit une attitude menaçante, les S. A. se virent contraints de défendre leur vie. Un accident regrettable...** etc., etc... » Le rapport de la « commission des meurtres » est typique. Un menuisier, nazi lui-même, dit dans sa déposition que les S. A. ont tiré. L'employé : **« Les S. A. n'ont pas tiré, retenez cela. »** Le menuisier : **« Je l'ai vu de mes propres yeux. »** L'employé : **« Un mot de plus et vous prenez un bon coup dans la gueule. »**

On voulait faire à l'enfant tué l'honneur de le faire porter au cimetière par la jeunesse hitlérienne. Mais les parents, nazis eux-mêmes, refusèrent.

Des familles entières, suspectées de marxisme, sont anéanties. Un cas : un ouvrier s'était aménagé par ses propres moyens une ferme pour l'élevage de la volaille. En mars il y eut une attaque des nazis. L'ouvrier fut condamné à 5 ans de prison ; un de ses frères s'enfuit à l'étranger. Des camarades amis continuèrent le travail de la ferme, mais l'un après l'autre, fut envoyé au camp de concentration. En août il y eut une assez grande razzia. Résultat : le logement détruit, toute la ferme réduite à un tas de ruines. On arrête le vieux père et on le bat; le plus jeune frère et ceux qui avaient prêté secours sont en fuite. Les nazis s'approprient le poulailler, les moutons, etc. La mère est restée seule sans ressources. Du reste, dans tout le quartier il n'y a en dehors des nazis que des femmes et des infirmes. Les femmes sont malades ; les crises nerveuses et les tentatives de suicide sont à l'ordre du jour. On extermine physiquement la fleur de la jeunesse allemande. A présent, les jeunes forces sont déjà parties, on prend maintenant les vieux. Celui qui ne voit pas tout cela ne peut pas s'imaginer l'ampleur de la terreur fasciste. Du mouvement ouvrier allemand tellement fort, il ne reste presque rien. Il faut recommencer du commencement. La bureaucratie stalinienne constitue un grand danger ; elle trompe les ouvriers en radotant sur la révolution qui vient et en vouant ainsi au fascisme d'une manière irresponsable les dernières forces du mouvement ouvrier.

**WESTPHALIE. — SUR LE P. C. A.**

L'activité du P. C. A. se limite d'une manière générale à encaisser l'argent. Par-ci, par-là il paraît un court tract. Il y a 5 semaines, le P.C. fit paraître un journal hectographié de six pages, dans lequel on énumère quelques faits sans importance. Il ne contenait pas un seul article politique. Si, à la fin on n'avait pas invité les lecteurs à entrer dans le P. C. — ce qui est évidemment une bêtise — on aurait pu penser que la feuille était faite par des ouvriers sans tendance.

Environ 10 % des cellules du parti se réunissent. Il n'y a sans doute pas un seul membre du parti qui affirme que la politique du parti jusqu'à l'évènement de Hitler ait été juste. Quelques-uns reconnaissent ouvertement la responsabilité de la bureaucratie, d'autres encore, disent : **« la politique n'était pas juste. Nous ne savons pas ce qui était faux, mais en tous cas, la ligne n'était pas juste ».** A l'aide de notre matériel de propagande nous espérons éclairer cette lueur vague sur la fausseté de la **« ligne générale ».**

En outre, presque tous les membres sont persuadés de la nécessité d'une autre direction. Parfois les fonctionnaires refusent de diffuser le matériel du parti, et cela non pas par lâcheté, mais à cause des bêtises et des **« inepties qu'on veut de nouveau faire avaler. »** Il y a aussi pas mal de gens actifs du parti qui disent : **« Mieux vaut encore quelque chose de mauvais que rien du tout »**, et qui, pour cette raison distribuent pas mal de matériel qu'ils ne prennent eux-mêmes pas au sérieux. Un fonctionnaire de la ville me disait l'autre jour : **« Il m'est arrivé d'avoir pendant toute une semaine un millier de tracts chez moi à la maison** (il s'agissait de tracts pour deux sous-rayons) **mais je n'en ai pas lu un seul jusqu'au bout, car c'était trop bête, il y avait trop de niaiseries ».**

**CAMP DE CONCENTRATION COLDITZ**

Le camp se trouve dans une vieille maison de correction pleine de punaises. 600 hommes y sont casés. On y installe maintenant aussi une section pour les femmes. C'est un des **« meilleurs »** camps de l'Allemagne.

C'est assez terrible. A l'arrivée chacun est soigneusement visité, baigné et rasé. Là déjà se produisent les premières brutalités. Par exemple, avec le seau à eau on a fracassé le nez à un camarade et on lui fait saigner la bouche. On annonce tout de suite aux prisonniers qu'ils ont à obéir militairement. Les criminels politiques, c'est-à-dire les juifs et ceux qui avaient des armes et qui sont donc à priori soupçonnés d'avoir attaqué des nazis, sont immédiatement chargés des plus basses besognes, par exemple, nettoyer les W.-C. La journée est très monotone. Une petite partie seulement des prisonniers travaille, car les patrons ont protesté contre cette **« sale concurrence ».** Le soir on chante, pour que le monde extérieur entende combien les prisonniers sont gais. Tous sont obligés de se mettre à la fenêtre et de chanter. Une section chante dans la cour. Gare à celui qui serait surpris en train de rire, ou qui ne connaîtrait pas les chants patriotiques comme le **« Deutschland-Lied ».** L'homme des S. A. qui règne en maître absolu, le punit immédiatement. Il y a aussi des cachots sans lumière où on est isolé et qui sont toujours pleins. Auparavant, on battait toujours et beaucoup. Maintenant on a renvoyé les pires de ceux qui frappaient. On frappe naturellement encore, mais seulement isolément pour extorquer des aveux. Par exemple, un camarade, accusé d'avoir attaqué des nazis a été battu continuellement pendant trois semaines. Ses cris étaient si épouvantables, que les prisonniers ne pouvaient souvent pas manger. Il n'a rien avoué. Ensuite les S. A. ont parlé de lui avec respect.

Les bâtonnades se renouvelèrent, bien qu'officiellement elles étaient déjà interdites. La nourriture est supportable. Par contre, les dortoirs sont déjà maintenant très froids, et la plupart des prisonniers souffrent de maladies dues au froid.

L'état d'esprit des prisonniers n'est pas bon en général. Il y en a beaucoup qui sont déjà là depuis 25 semaines. En général chacun se fait son opinion et cherche à s'en tirer à sa manière et à faire une bonne impression. Le désir essentiel c'est de sortir de là. Il y a aussi toute une série de mouchards et de traitres. D'autres, selon le principe fasciste, sont nommés prévôts et corrompus de cette manière. Souvent les nazis envoyent des communistes passés au fascisme comme orateurs dans des assemblées et ceux-là se livrent à l'excitation contre l'U. R. S. S.

Personne ne croit à la légende du P. C. de la révolution en octobre. Un fait bizarre, c'est que les fonctionnaires socialistes sont en général traités plus mal que les communistes. Cela provient de la mentalité des nazis « Le parti socialiste était au gouvernement pendant 14 ans ; c'est un fait qu'il faut venger. Les gens du P. C. ne sont que des révoltés fourvoyés. » Exception faite pour ceux qu'on soupçonne d'avoir attaqué des nazis : ceux-là en voient de très dures.

Le personnel de la garde se recrute parmi les fils de paysans de la contrée. Ce sont tous des individus grossiers et brutaux qui usent sans frein du droit de pouvoir martyriser et humilier des hommes qui valent mieux qu'eux. Cela les satisfait, bien qu'ils ne soient pas payés et que matériellement ils soient dans une très mauvaise situation. Toute la tactique du camp de concentration vise à l'abaissement et à l'humiliation. Les prisonniers placent un grand espoir dans la propagande systématique à l'étranger. Il faut tout faire pour ne pas les décevoir.

# LA VIE OUVRIÈRE

## La Direction de la C. G. T. U. réalise la scission dans sa propre organisation

Pas plus que ceux de la C. G. T., les dirigeants de la C.G.T.U. ne sont pour l'unité syndicale. Bureaucrates, ils craignent de voir vivre les organisations syndicales sur lesquelles ils ont la main. Qu'une minorité se manifeste, qu'elle finisse par conquérir la direction d'un syndicat ou d'une fédération ou bien que ce soit une direction qui, avec l'appui de l'organisation, fasse de l'opposition à la direction confédérale et celle-ci n'a plus qu'un souci, qu'un objectif : éliminer les gêneurs de l'organisation, leur rendre la vie impossible, les obliger à quitter la C. G. T. U. Et s'ils mettent de la mauvaise volonté à entrer dans les plans de nos stratèges confédéraux, ceux-ci alors prennent ouvertement des mesures pour réaliser la scission syndicale. Au moment où l'unité syndicale s'impose, où toutes les luttes des derniers mois et les conflits actuels, celui de Dunkerque et celui des fonctionnaires, mettent en avant la nécessité d'opposer une seule organisation syndicale à l'offensive capitaliste, les bureaucrates détachés des intérêts de la classe ouvrière font la scission dans les organisations qu'ils ont mission de défendre et de développer.

Moins d'un mois nous sépare du congrès d'Huygens. De toutes les belles résolutions: allez aux usines, allez aux masses, etc... il ne reste que de copieux et indigestes documents. Une seule résolution comptait pour les Gitton, Frachon et autres Monmousseau : se débarrasser des minorités. La lutte est pour le moins entreprise pratiquement dans deux domaines : chez les instituteurs et chez les hôteliers.

Depuis le congrès de Reims, il était à prévoir que les partisans de la direction confédérale s'orienteraient vers la rupture. Au congrès d'Huyghens, les mises en demeure de déguerpir n'avaient pas fait défaut. Maintenant, la M. O. R. passe ouvertement à la scission avec l'appui de la direction de la C. G. T. U.

Dans le dernier numéro de la *Vie Ouvrière* qui, depuis le congrès, est l'organe officiel de la C. G. T. U., se trouve un appel pour, il faut appeler les choses par leur nom, organiser une nouvelle Fédération de l'Enseignement. Il s'agit de « suppléer à la défaillance de la direction fédérale ». On invite les syndicats à soutenir financièrement l'organe de la M. O. R. Les instructions sont précises : « *Les Unions régionales et locales intéressées doivent y consacrer une partie de leurs possibilités* (aide *aux syndiqués isolés contre leurs dirigeants minoritaires*). *Les meilleurs militants des syndicats de l'industrie privée ou des services publics doivent prendre à cœur de trouver des instituteurs décidés à lutter sur notre plateforme et s'efforcer de les guider dans leur travail.* »

C'est donc la scission, car on pense bien que les conflits entre majorité et minorité fédérale foisonneront dans un tel état de choses. On peut s'attendre à un congrès extraordinaire de l'Enseignement convoqué à bref délai par la direction confédérale pour « suppléer à la défaillance de la direction fédérale ». Les dirigeants de la Fédération de l'Enseignement sont donc devant la rupture. Que vont-ils faire ? Que feront-ils pour éviter l'effritement de leurs organisations ?

Dans le numéro précédent de *la Vérité* nous avions marqué le caractère scissionniste de la lettre aux bateliers de la remonte signée par Arrachart au nom de la C. G. T. U. Dans le courant de cette semaine, l'*Humanité* a annoncé que le syndicat unitaire de la Remonte était constitué et a publié une lettre de ce syndicat aux membres du « Syndicat des Bateliers de Dunkerque » leur disant : nous ne voulons pas faire de concurrence à votre syndicat. Etrange langage, pourrait penser le lecteur de l'*Humanité* ignorant le fond de l'affaire, pourquoi un syndicat nouvellement formé s'excuse-t-il auprès d'un syndicat ancien ?

*L'Humanité* présente, bien entendu, les faits à sa manière habituelle. Elle oublie de dire ce qu'est l'action du syndicat de la Batellerie existant avant les interventions d'un Arrachart. Dans l'organe de ce syndicat, l'*Unité Batelière*, le mot d'ordre lancé est : Vive le syndicat unique de la Batellerie ! vive sa jeune section de la Remonte ! Le conflit est donc tout à fait patent. Il a d'ailleurs largement dépassé les colonnes de l'*Humanité* et de l'*Unité batelière*, il s'est déjà produit devant les bateliers en diverses réunions, à Joinville et à Chauny.

A Janville, la réunion organisée par la C. G. T. U. pour la création du syndicat à la Remonte ne fut occupée que par des débats ardents entre le délégué de la C. G. U. T., Delval, et l'un des secrétaires du syndicat unitaire de la Batellerie, Lalouette et par un concert de coups de sifflets et de cris, tout à fait peu propice au recrutement syndical.

Nous avons déjà signalé dans *la Vérité* de la semaine dernière les intentions de la direction confédérale : se débarrasser du syndicat de la Batellerie pour mieux frapper ensuite la Fédération des Ports et Docks (La manœuvre est amorcée dans une déclaration du syndicat scissioniste créé par la direction de la C. G. T. U. : elle demande à la Fédération des Ports et Docks de le reconnaître, espérant bien que cela ne sera pas).

On ne saurait donc trop souligner et stigmatiser avec force l'action antiunitaire des dirigeants de la C. G. T. U. Pour être complètement maîtres de l'organisation, ils s'appliquent à chasser tous les opposants. Que leur importe si les travailleurs en pâtiront. Que leur importe si les Bateliers ne lirent pas, de la grève magnifique qu'il ont menée, au moins un renforcement de leur organisation syndicale. Que leur importe de détruire la Fédération de l'Enseignement. Il leur faut une unanimité absolue dans les congrès et conférences, il leur faut des victoires bureaucratiques plus complètes, même si elles ne sont obtenues que sur les ruines des organisations unitaires.

Les syndicats menacés, tous les syndicats vidés par le plan de scission de la direction confédérale, tous les militants unitaires soucieux du maintien de l'unité des rangs de la C. G. T. U. doivent sans tarder mobiliser les syndicats unitaires, toucher les syndiqués pour les entraîner dans une protestation vigoureuse, une action énergique qui arrêteront le développement des actes scissionistes. Pour réussir, il faut agir très vite et frapper très fort.

## Les problèmes de la M. O. I.

# Soyons Internationalistes !

Dans les années qui suivirent la guerre, pour remplacer les centaines de milliers de prolétaires de paysans sacrifiés au « *dieu coffre-fort* », les capitalistes français furent obligés de faire venir en France, des pays où la classe ouvrière avait un stade de vie tout à fait bas, de la chair à travail. Il fallait reconstruire les régions dévastées; les agioteurs se remplissaient les poches. Les scandales furent d'ailleurs nombreux (quoiqu'étouffés le plus souvent) d'indemnités faussement ou trop *largement* accordées.

Plus tard, les Italiens fuyant le fascisme mussolinien passèrent nombreux la frontière. Les Polonais firent de même quand Pilsudski prit le pouvoir à Varsovie. On alla dans les douars algériens avec des contrats mirifiques, décidant le malheureux fellah à abandonner ses terres, pourchassé qu'il était par les usuriers. Les koulaks de là-bas en profitèrent pour arrondir à bon compte, leurs domaines.

Et le prolétariat français, vit, sans haine ni méfiance d'ailleurs, arriver tous ces *étrangers* qui la plupart du temps, étaient embauchés dans les industries que lui-même abandonnait (produits chimiques, bâtiment, etc.). Il y avait de la plus-value à faire suer à ces malheureux peu au courant des habitudes de vie en France, ne connaissant ni la langue, ni rien des us et coutumes faisant loi dans chaque corporation. Et les capitalistes qui les exploitaient doublement, célébraient dans leurs journaux ces nouveaux *croisés de la paix*. La terre manquait de bras; les Italiens, les Polonais nous apportaient leur aide. Ils nous sauvaient la vie, les braves gens.

Ceux-ci s'assimilèrent plus ou moins bien dès qu'ils connurent la langue et purent parler avec leurs camarades français. Dans le bâtiment par exemple, où les Italiens étaient nombreux, la fusion fut complète et l'on vit dans les grèves, les mouvements ouvriers, *étrangers* et *Français* étroitement solidaires et unis dans l'action. D'autre part, dans les mines, les particularités du travail permirent à la bourgeoisie de cloisonner les immigrés (surtout Polonais) et de s'en servir comme moyen de pression sur les travailleurs de ce pays. Des sociétés sportives, de musique, dirigées souvent par des curés venant de Pologne, entièrement dans les mains des Compagnies minières, embrigadèrent ces travailleurs les empêchant de prendre des liaisons avec les mineurs français. Il nous faut sur ce point, mettre en lumière l'attitude des dirigeants confédérés traitant ces nouveaux venus en prolétaires de seconde zône, les dédaignant et ne faisant rien de sérieux pour les arracher à l'emprise de leurs organisations réactionnaires.

Malgré cela, ceux-ci donnèrent souventes fois du fil à retordre à leurs bergers grassement payés; les ouvriers se rappellent les grèves des mineurs de fer, en 1929 où le prolétariat immigré constituait 90 % des effectifs et qui furent si vigoureuses.

Depuis la crise économique (qui devait épargner la France) est venue, et il a fallu songer à utiliser ces travailleurs immigrés d'une autre façon. C'était bien simple; il suffirait de grandes campagnes de presse (l'*Ami du Peuple*, le *Matin*, etc. étaient là), pour démontrer aux chômeurs français que c'étaient ces *étrangers* qui venaient leur ôter le pain de la bouche. Là était tout le mal, il fallait y penser. *La France aux Français*, voilà le mot d'ordre des capitalistes qui savent eux, être internationalistes pour leur propre défense. En divisant le prolétariat, en dressant les Français contre les autres, ils espéraient se tirer d'affaire. Et il a fallu, pour la honte du Parti socialiste, que ses porte-paroles défendent à la Chambre un projet de loi limitant à 10 % le pourcentage de travailleurs immigrés, dans les différentes industries. On vit s'associer à ce vote les pupistes qui prétendirent et prétendent encore redresser le mouvement communiste. Ces soi-disant internationalistes appuyaient en fait, dans leurs actes, toutes les campagnes xénophobes de la presse à tout faire.

Depuis quelque temps,une agitation formidable reprend sur ce sujet; des journaux subventionnés par la grande bourgeoisie, sont distribués aux chômeurs. La lutte contre l'étranger, la xénophobie, le chauvinisme y sont exaltés. Il y a là des bases sérieuses, le moment venu, pour la bourgeoisie, de recruter pour le fascisme. Comprenons l'effet que peut faire, par exemple, sur un jeune sortant du régiment, un père de famille, une telle propagande. Il est de notre devoir le plus pressant de contrecarrer cette propagande par des mots d'ordre clairs et précis, s'adaptant à chaque situation. Défendons partout, en toute occasion, les ouvriers immigrés; ils seront avec nous, dans un front indissoluble, contre notre propre bourgeoisie. A l'action, camarades pour créer ce bloc prolétarien. Pas de division; soyons internationalistes.

## Un mensonge du Bureau Syndical de l'Enseignement de la Seine

Les directives du Congrès de la C. G. T. U. sont strictement appliquées : la fraction stalinienne s'apprête à scinder la Fédération de l'Enseignement au même titre que la Fédération des Ports et Docks.

Le processus est classique. La minorité stalinienne *ne s'inquiète absolument pas* du Bureau Fédéral. Elle lutte sur sa propre plate-forme, avec ses propres méthodes, c'est-à-dire avec celles de la C. G. T. U. La direction fractionnelle se substitue au Bureau Fédéral.

Dans un article de la *Vie Ouvrière* qui est une véritable provocation à l'égard de la Fédération, la C. G. T. U. invite les unions locales à se mettre en rapport avec les *minorités staliniennes* des Syndicats, à les aider, etc... C'est-à-dire qu'en réalité la Direction Confédérale invite officiellement les organismes locaux réguliers de la Fédération à ne reconnaître dans leur travail que les groupes staliniens ! En outre, la M. O. R. édite une carte « pour le redressement de la Fédération », pour laquelle elle fait de la publicité sur les circulaires officielles. Ensuite, la M. O. R., vient de lancer de sa propre autorité un manifeste au personnel enseignant pardessus la tête de la Fédération. Il s'agit dans ce cas, comme nous allons le montrer, d'une véritable escroquerie.

Devant les menaces de de Monzie, devant les attaques de Daladier, le premier devoir de la direction syndicale de la Seine était de *convoquer une A. G. du Syndicat*, qui aurait discuté des mesures à prendre dans le cadre des décisions de la Fédération. Au lieu de cela, Barne, Bouthonnier et Cie convoquent une « *Assemblée élargie à tout* (! !) *le personnel* », avec à l'ordre du jour un rapport de « Bouthonnier, professeur d'E. P. S. ».

L'assemblée ne réunit qu'une cinquantaine d'assistants, même pas tout l'effectif de ceux qui assistent ordinairement aux assemblées.Une bonne douzaine de fascistes en herbe (adhérents à la C. G. T. royaliste ?) vinrent exposer la nécessité de faire grève sur le terrain corporatif et national, contre le marxisme et l'Etat, puis quittèrent la salle. Deux ou trois confédérés, étaient présents.

Bouthonnier ne s'était pas dérangé, et Barne fit le rapport, ma foi, sans qu'on s'aperçoive de la différence. Il exposa la nécessité de se dresser contre toute diminution des traitements, et toute violation du droit syndical.

Et en conclusion, Blaise présenta un *manifeste*, dont on a pu lire un morceau dans l'*Humanité* du 22. C'est ici qu'apparait l'escroquerie. Nous fîmes remarquer qu'il n'était pas normal que les membres du syndicat unitaire adoptent ce manifeste — *qui doit être envoyé dans toute la France* — avant d'en avoir discuté dans leur assemblée syndicale régulière. On nous répondit que cette réunion était une assemblée publique, *et qu'elle n'engageait en rien le Syndicat.*

La manœuvre était claire. Nous l'avons soulignée en montrant que le lancement de ce manifeste, élaboré par la fraction stalinienne et ne reflétant que ses opinions étroites, non seulement par dessus la tête de la Fédération, mais *même par dessus celle du Syndicat*, constituait une désolidarisation d'avec la bataille engagée par la Fédération. C'est pourquoi nous avons exigé qu'on joigne à ce manifeste celui du Bureau Fédéral, ainsi que sa lettre au S. N., en spécifiant que le tract du Bureau Fédéral devait aussi être distribué, sans préjudice des discussions qui auront lieu à l'A. G. du Syndicat, qui se tiendra après ce meeting.

Nous votâmes le manifeste, mais la majorité du meeting (fraction stalinienne) *repoussa* le manifeste du Bureau Fédéral en décidant ainsi de ne pas le diffuser.

Tels sont les faits jusqu'à aujourd'hui. Pour l'instant, nous nous bornons à constater que la volonté de scission des staliniens est évidente. Dans cette assemblée *publique* Cogniot et Baby déclarèrent qu'il fallait agir puisqu'on savait bien que la Fédération *n'était bonne à rien et ne ferait rien !*

Une telle attitude est la meilleure façon de renforcer les chefs du S. N. et de briser le mouvement de résistance du personnel. Nous nous adresserons à tous les membres du Syndicat par un tract en leur signalant les faits, et nous sommes certains qu'ils *désavoueront la tactique scissionniste du Bureau syndical.*

**La minorité du Syndicat de la Seine.**

## Le Congrès de la Fédération Générale des Fonctionnaires

*La Fédération générale des Fonctionnaires, une des plus fortes organisations groupées dans la C. G. T., a tenu son congrès le 20 octobre. Evidemment, par suite des circonstances, la question qui domina le congrès fut celle des diminutions de traitements prévues par les projets gouvernementaux. C'est autour d'elle que les débats se poursuivirent pendant toute une journée.*

*..Il ne nous est pas nécessaire d'insister longuement sur les décisions prises à ce sujet. La phraséologie des Laurent rencontra un gros succès. On menace, on menace, mais en fait d'action, on marchande avec les parlementaires et vraisemblablement avec le Gouvernement. Rien dans ce congrès qui rappela tant soit peu l'allure assez impressionnante du congrès des Instituteurs confédérés. On se déclara contre toute diminution de traitement; mais on applaudit et on réélit à l'unanimité Laurent qui se situa vis-à-vis des intentions gouvernementales dans cette phrase éloquente :* « rien comme fonctionnaires; comme citoyens, ce qui sera nécessaire ». *On ne peut se déclarer prêt à capituler avec plus de franchise.*

*Mais Laurent ne fut pas le seul à prêcher le calme et la capitulation. Le représentant de la C. G. T. à ce Congrès, dans ce sens, ne se montra pas inférieur à son collègue. La Fédération des Fonctionnaires est une des plus fortes de la C. G. T, sinon la plus forte; l'attaque gouvernementale n'est qu'un des aspects de l'attaque générale du capitalisme contre la classe ouvrière. Et dans cette situation si grave, que trouve à dire Lenoir, représentant de la C. G. T. ?* « Dans la résistance aux diminutions, la C. G. T. n'a pas à intervenir pour indiquer les moyens qui sont à la disposition des fonctionnaires »

*Le silence serait déjà une politique ; mais Lenoir intervient quand même. Et de quelle façon :* « Quand un travailleur de l'industrie privée perd sa place, il peut songer à en trouver une nouvelle dans une autre usine ou dans une autre localité. Mais le salarié de l'Etat n'a en face de lui qu'un seul patron. S'il le quitte, les compétences qui sont les siennes peuvent être inutilisables dans l'industrie privée. C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit d'examiner les moyens d'action, nous comprenons que vous devez le faire avec prudence... »

*Comme ce langage ouvre le chemin aux boniments réactionnaires opposant l'ouvrier au fonctionnaire ! Vous avez un emploi sûr; tenez-vous tranquilles, déclare la C. G. T. aux fonctionnaires, au lieu de les appeler à la résistance, à la lutte, et d'appeler la solidarité prolétarienne à s'organiser : ce langage ne nous étonne nullement des Jouhaux. Nous le soulignons à l'intention des ouvriers confédérés.*

*Pour achever le tableau, pour donner une idée encore plus précise de degré de platitude qui régna à ce congrès, marquons une autre question qui fut effleurée à ce congrès : la présence des syndicats de policiers.*

*Dans la C. G. T., les prolétaires sont violemment hostiles à leur présence. C'est plus que compréhensible. Au congrès de la C. G. T., le bureau fait renvoyer la question à la Fédération des Fonctionnaires. Et là, Laurent se charge de la régler. L'adhésion des personnels des polices, il s'en « félicite ». Il ajoute encore :* « Nos groupements n'ont rien à craindre des policiers qui avouent leur qualité ». *Nous extrayons ces paroles du compte rendu de cet organe confidentiel qu'est le* Peuple. *Signalons que dans le* Populaire, *le compte rendu du congrès est expurgé de ce qui concerne cette question, tant la question les embarrasse. Que dire aux ouvriers dans la C. G. T. quand ils se feront assomer par leurs « camarades syndiqués de la police » ? Les dirigeants confédéraux ont pu jusqu'à présent sur cette question adopter le rôle de Ponce-Pilate. C'est en posant énergiquement et inlassablement la question dans les syndicats confédérés qu'ils seront obligés de se prononcer sans équivoque et qu'on arrivera à chasser les flics de l'organisation syndicale.*

*Il faut reconnaître que malgré la situation qui pèse sur les fonctionnaires, la pression des unitaires et même des autonomes s'est montrée insignifiante au Congrès. Certes, celui-ci avait un caractère bureaucratique accusé. Mais cela ne peut expliquer l'inexistence totale d'une tendance de gauche plus ou moins précise. Encore une fois, il s'avère qu'aujourd'hui, pour bien combattre les agents de la bourgeoisie, il est préférable de se trouver au sein même des organisations syndicales. Encore une fois se trouve justifiée ce que nous ne nous lasserons de répéter : la nécessité de réaliser l'unité syndicale.*

## LE CHOMAGE

# Avant les marches de la faim

Avec l'approche de l'hiver, le chômage qui n'a cessé de sévir depuis le début de la crise, mais avec des fluctuations, recommence à s'étendre. La misère va pénétrer encore plus profondément dans la classe ouvrière.

La lutte contre le chômage va se replacer au premier plan des préoccupations des organisations ouvrières. Les comités de chômeurs groupés autour des syndicats unitaires ont décidé d'organiser des marches de chômeurs pour la seconde quinzaine de novembre. Largement développé dans d'autres pays, en Angleterre par exemple, ce genre de démonstration des chômeurs était jusqu'alors inconnu en France. Il est donc assez difficile de prévoir quel accueil cette forme d'action peut rencontrer dans la classe ouvrière. Nous ne pouvons que l'appuyer et la soutenir.

Nous voulons cependant, dans cette courte note qui ne vise même pas à aborder le problème du chômage, remarquer ceci. De l'aveu même des plus hauts dirigeants staliniste, le travail fait parmi les chômeurs constitue un des points les plus faibles de toute l'activité des organisations du P.C. et de la C. G. T. U. « Un point noir » a-t-on dit à une session du comité central du P.C. Or pour que les marches réussissent, il faut évidemment que les organisations de chômeurs soient fortes,que le travail parmi les chômeurs soit sérieusement mené.

Ce travail est un des plus difficiles. Le chômage n'est pas forcément un élément de révolutionarisation ; souvent même, il produit un effet contraire ; le déséquilibre matériel du chômeur se traduit chez plus d'un par un déséquilibre politique. Si on n'étudie pas très à fond cette question, si on veut se payer de mots, comme cela a été fait jusqu'à maintenant, on court le risque de ne pas aboutir à de meilleurs résultats. Pour que le travail parmi les chômeurs ne soit plus un « point noir », d'autant plus dangereux dans la période présente où la réaction ne va pas manquer d'user de démagogie pour opposer le chômeur au fonctionnaire, le travailleur français au travailleur émigré, il faut étudier les questions du mouvement des chômeurs (organisations uniques, liens avec les syndicats, mots d'ordre de lutte, action de solidarité, etc...) d'une façon tout à fait approfondie.

# Pour le Front Unique des Fonctionnaires !

(*Suite de la première page*)

Ils savent qu'ils ne sont pas capables de déclancher à eux seuls une action, sauf pour certaines catégories et dans certains coins. Ils savent que, même parmi les travailleurs qui suivent les meetings unitaires et y applaudissent les discours radicaux, beaucoup ne répondront pas à un appel d'action venant des syndicats unitaires seulement.

A tous points de vue, les militants unitaires directement liés à la lutte des fonctionnaires devraient être à la pointe du combat pour la réalisation véritable du front unique contre les déformations du stalinisme. Jamais plus belle occasion pour imposer le front unique aux organisations réformistes : la masse le veut, elle en ressent la nécessité, elle écoute unitaires et confédérés dans tous les meetings. Mais la bureaucratie a ses exigences, a ses intérêts propres : prisonnière de la théorie du « Social fascisme », elle s'applique à saper toutes les possibilités offertes par la situation, à rendre le plus grand service aux chefs confédérés, partant à la bourgeoisie.

Ils se livrent aux pires incohérences et aux fanfaronnades grossières. Ils attribuent aujourd'hui la chute du projet Daladier à leur action, alors que la bourgeoisie s'oriente vers un renforcement des mesures qu'elle envisage. Il faut enfin dénoncer cette politique faite aux cris d'unité d'action, mais qui va complètement à l'encontre et qui consiste à comprendre le front unique comme une controverse dans un meeting. Parler dans un meeting confédéré pour y défendre le programme unitaire, ce n'est pas le front unique. Celui-ci, c'est *l'action concertée d'organisations différentes*. En présence de la scission syndicale, c'est par le front unique de toutes les organisations de fonctionnaires que ceux-ci riposteront à l'agression gouvernementale.

Une initiative importante en ce sens a été prise par la direction des syndicats de la Seine adhérents à la Fédération autonome des fonctionnaires. On sait que celle-ci groupe particulièrement les catégories les plus défavorisées. Elle s'est prononcée pour l'unité syndicale et pour le front unique. Dans les derniers mois, elle a réalisé celui-ci à maintes reprises avec le cartel unitaire. En réalité, les dirigeants staliniens visaient à les englober dans la C. G. T. U. et maintenant Frachon laisse percer le bout de l'oreille. Quoi qu'il en soit, les militants parisiens de la Fédération autonome invitent unitaires et confédérés à constituer un comité d'action. Cette initiative doit être appuyée, encouragée ; *mais elle doit devenir une réalité*. Que les Autonomes prennent l'initiative de réaliser le front unique d'organisation à organisation.

Créer ce comité d'action qui appellera les fonctionnaires à des meetings, à des démonstrations communes, qui orientera la lutte de toutes les catégories pour aboutir à une journée nationale, à la grève de 24 heures, telle est la tâche présente de tous les militants révolutionnaires, de tous les travailleurs désirant lutter pour leurs conditions d'existence.

Dans les rangs de la bourgeoisie, au Parlement, dans ses divers groupes, y compris dans le groupe socialiste, on spécule sur la division des forces ouvrières pour faire passer sans difficultés, pour imposer la dime aux fonctionnaires. A ceux-ci, appuyés par tous les travailleurs, d'infliger un démenti et une défaite aux agents de la bourgeoisie en réalisant sans tarder leur front unique.

## LA PAGE SYNDICALE

*Nous apprenons chaque jour qu'il s'est passé ceci dans tel syndicat, que telle assemblée a groupé tant de camarades, ou discuté de telle ou telle question etc.. Mais c'est le plus souvent avec un retard trop grand que nous en sommes informés, les camarades attribuent en outre leur négligence au peu d'intérêt prétendu de leurs informations. C'est une erreur qu'ils commettent; il n'y a pas d'information sans intérêt. La page syndicale de la Vérité est ouverte à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à quelque syndicat qu'ils appartiennent.*

*Ecrivez-nous, envoyez-nous votre presse syndicale. Aidez la Vérité à pénétrer auprès des travailleurs syndiqués !*

LEON TROTSKY

**LA QUATRIÈME INTERNATIONALE ET L'U.R.S.S.**

**LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT SOVIETIQUE**

**L'importante brochure de Léon Trotsky doit être entre les mains de chaque militant. Adressez les commandes à *La Vérité*, 23, rue des Vinaigriers. Prix : 1 fr.**

LES EDITIONS RIEDER

*LEON TROTSKY*

**HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE**

**LA REVOLUTION DE FEVRIER**

**TOME II**

**Traduction de Maurice Parijanine**

**Un volume in-8° écu.... 20 fr.**

**7, place Saint-Sulpice, Paris (6e)**

Sur un fameux projet social-démocrate

# Nationaliser la production des armes et nationaliser... la guerre

La Commission de la Chambre vient d'enterrer le projet S.F.I.O. relatif à l'établissement du monopole de la fabrication des armes. Dans le mois écoulé, la social-démocratie avait mené énergiquement une intense agitation sur cette question dans les masses ouvrières.

Nous ne pouvons le passer sous silence. Rien de ce qui pénètre dans les cerveaux des travailleurs ne peut nous être indifférent. Surtout si, comme c'est le cas, il s'agit du problème de la lutte contre la guerre.

Que disent nos social-démocrates et comment présentent-ils leur projet ?

Tout d'abord, une chose. Messieurs les socialistes ne conçoivent pas du tout de la même façon que nous la question de la guerre. Selon eux, celle-ci ne découle pas inévitablement du régime actuel. Non, pour eux, ce qui fait éclater ce fléau périodiquement, ce ne sont pas les contradictions impérialistes; c'est tout simplement une minorité d'individus mal intentionnés à l'égard du genre humain. En un mot, ce sont les marchands de canons, voilà ce que clame à tous vents, le « Populaire », la C.G.T. et tout l'appareil réformiste.

Sans vouloir innocenter d'aucune sorte, les abjectes créatures qui fabriquent les engins de meurtre, nous devons rétablir l'exacte vérité. Rien ne serait plus dangereux que de laisser s'implanter dans les masses cette conception fausse de l'origine des guerres.

En effet, nous communistes, nous ne considérons pas les Schneider et Krupp comme les uniques responsables des conflits. Quoiqu'en étant les meilleurs promoteurs, les premiers intéressés, ces requins n'auraient pas la puissance à eux seuls de jeter des millions de prolétaires dans la boucherie, si derrière eux, n'apparaissait pas la figure sinistre des autres responsables; les magnats de l'industrie, du commerce, et de l'agriculture, leurs précieux valets, l'ensemble des politiciens bourgeois. En un mot, le régime d'exploitation tout entier, véritable responsable dans son ensemble, des guerres modernes, européennes ou coloniales.

Ceci rappelé, toute l'hypocrisie de la social-démocratie éclate au grand jour. Comment voulez-vous d'ailleurs qu'il en soit autrement, quand cette dernière accepte dans une proportion de 5/10e de défense nationale en régime capitaliste.

Tenter de rejeter la responsabilité de la guerre sur les parties les plus compromises du régime, afin d'innocenter, de blanchir, celui-ci dans son ensemble, voilà le véritable sens de la campagne pour la monopolisation de la fabrication des armes.

Ce chemin conduirait, si nous le suivions, à un nouveau 1914, où la social-démocratie pourrait encore une fois, voter les crédits de meurtre sans être autrement inquiétée D'ailleurs, à ce moment, en bon pacifiste « sincère », on réclamerait l'arbitrage par la S.D.N., « démocratisée » ou non. Et comme (et pour cause), celle-ci ne pourrait rien, on inviterait les ouvriers à « mettre sac au dos » à nouveau pour toutes les balivernes connues

Or, ceci nous ne le voulons pas. La monopolisation du commerce des armes ? Oui, mais aux mains de qui ? Nous n'attachons aucune espèce de valeur anti-guerrière à cette mesure, même si elle était possible à faire accepter à la fraction la plus puissante et la plus acharnée de la bourgeoisie. Que les armes soient fabriquées en effet par les arsenaux ou par le Creusot, un fait demeure; lorsque le capitalisme l'exigera, celles-ci cracheront la mort sur le prolétariat « adverse ».

Cela pourrait faire plaisir M. P. Faure que les feuilles de route portent le label du syndicat ouvrier de la typographie. En tout cas, au risque de nous mettre mal avec ce monsieur, nous déclarons que cela ne saurait nous satisfaire. Ce qui compte pour nous,ce n'est pas le mode de fabrication,mais essentiellement de savoir en les mains de qui seront les armes, lorsqu'elles sortiront des magasins et de quels côtés elles se tourneront.

Pour que ce soit du bon côté, nous lutterons à désagréger l'armée par la méthode léniniste.

Si la monopolisation de la fabrication des armes, de l'aveu même de M. P. Faure dans le *Populaire* du 21 octobre, *ne « gêne pas la défense nationale »*, notre travail, à nous, paralysera la bourgeoisie dans ses volontés ministérielles. C'est ce que nous tenions à dire.

R. M.

POUR DIMITROV ET LES SIENS

## Pour la préparation d'une journée de grève générale !

**La suite des débats de Berlin marque la nécessité d'une action d'envergure du prolétariat pour la défense de Dimitrov et des accusés. Leur prolongation fournit les moyens de préparer la riposte prolétarienne sur son terrain de classe. Notre mot d'ordre doit trouver son chemin : Préparation d'une journée de grève générale par toutes les organisations du prolétariat pour Dimitrov et ses co-accusés, contre les crimes du fascisme hitlérien.**

**Nous avions annoncé un meeting international pour le poser avec force. Il nous faut ajourner notre projet : la situation matérielle de notre organisation en face de ses tâches, les frais hebdomadaires de la VERITE, les brochures indispensables que nous sortons cette semaine nous privent des moyens nécessaires. Les sections sœurs absorbées par leurs tâches n'ont pu nous apporter le soutien que nous escomptions. Nous tiendrons donc à Paris un MEETING avec nos propres forces. Il sera annoncé par affiches. Et tous les camarades appuieront notre effort.**

**Ils tireront aussi la leçon de la disproportion entre nos tâches dont la réalisation est indispensable au prolétariat et les forces dont nous disposons aujourd'hui. Que tous ces camarades rejoignent nos organisations, qu'ils multiplient leurs efforts. Qu'ils soutiennent notre action.**

LA J. C. PREPARE SON CONGRES

## L'EXPERIENCE DE DRAVEIL

La Jeunesse Communiste Stalinienne poursuit la préparation de son « *Coongrès extraordinaire* » qui doit faire le sauvetage de l'organisation. Préparation asthmatique, cahin caha. La direction continue à tomber à bras raccourci sur *Charrière*, ce galeux. Il a capitulé; il a fait son « *mea maxima culpa* ». Mais ça ne suffit pas. « *Il n'a pas reconnu ses erreurs* ». « Il continue à s'opposer au comité central », etc... C'était prévu. A plat ventre une fois encore ! Et vive le courage révolutionnaire !

Pour cogner sur le bouc-émissaire : accord parfait. Mais pour donner une ligne de principe : c'est la cacophonie. En 4e page, l'*Avant-Garde* écrit : « NOUS DÉCLARONS *que partout où la Jeunesse Socialiste combattra contre la bourgeoisie, contre le fascisme, nous, les Jeunes communistes, nous serons avec elle, la main dans la main* ». En 2e page, l'*Avant-Garde* range la J. S. au nombre des organisations *réactionnaires* et condamne le front unique d'organisation à organisation !

Aussi les bureaucrates staliniens viennent-ils d'enregistrer une gifle assez bien appliquée. La cellule des Jeunesses Communistes de *Draveil* vient de réaliser le front unique d'organisation avec la section des jeunesses socialistes. Ils ont constitué ensemble un « *comité de lutte contre la guerre* ». Et ils ont constitué ce comité en dehors du « *Congrès Mondial* » barbussien. Mais là où l'affaire dépasse tout en horreur,pour les bureaucrates,c'est lorsque le secrétaire de la cellule déclare publiquement : « NOS DIRIGEANTS (LE COMITÉ CENTRAL) VONT NOUS CRITIQUER, MAIS TANT PIS, NOUS RÉALISERONS LE FRONT UNIQUE MALGRÉ TOUS LES CHEFS » (SOCIALISTES ET COMMUNISTES). De la part des jeunes socialistes, c'est un acte révolutionnaire de passer outre à la volonté des chefs voulant empêcher le front unique. De la part de la Jeunsse Communiste de Draveil, c'est un crime de haute trahison...

« *Les Jeunes Communistes de Draveil doivent comprendre*, écrit le « *Guide du Jeune Communiste* », *que leur dirigeant, le camarade L..., les a entraînés dans la voie du sabotage du front unique, en opposant « l'entente de Draveil » au puissant mouvement du congrès mondial...* » Et d'ajouter : « *L'entente » de Draveil, de même que la controverse du Boxing-Hall, engagée par Charrière, montrent comment s'exerce dans nos propres rangs la pression de l'ennemi de classe et de ses agents (socialistes et trotskystes) et où elle conduit : à la capitulation devant l'ennemi, au sabotage de l'action commune* ».

Ces gens sont qualifiés pour parler de sabotage de l'action commune. Quant à nous, nous ne reprocherons certes pas aux camarades communistes et socialistes de Draveil de n'avoir pas donné leur ahésion au congrès confusionniste de Barbusse qui est précisément *le sabotage de l'action commune*, et où l'on ne sait que bavarder de la manière la plus irresponsable. Bien entendu, s'il s'agit de bavarder ensemble à Draveil, en des effusions pacifistes sentimentales, s'il s'agit de répéter la confusion du « barbussisme » non plus sur le plan mondial, mais sur le plan local, nous ne saurions être d'accord. De même si les camarades de Draveil ont fait, *sur le plan des principes*, des concessions à la Social-démocratie (comme avait fait le rayon des J. C. de la Drôme-Ardèche).

Mais si, comme c'est nécessaire, « l'entente s'est réalisée à Draveil entre socialistes et communistes pour discuter sérieusement et *pour agir sur des points précis*, alors nous saluons comme un pas en avant et un signe des temps l'initiative des camarades de Draveil. Alors, nous leur demandons d'étudier l'attitude criminelle des staliniens vis-à-vis du front unique, en Allemagne notamment et nous espérons qu'ils lutteront un jour aux côtés de notre Jeunesse léniniste.

**Auger.**

*Voulez-vous savoir répondre à Piatnitzky ?*

**Achetez notre brochure :**

**QUE S'EST-IL PASSE EN ALLEMAGNE ?**

**(Marxiste et Stalinisme)**

**Qui vient enfin de paraître...**

**Prix de l'exemplaire... 1 fr.**
**Par 10 exemplaires.... 8 fr.**

En vente à la « Vérité », 23, rue des Vinaigriers, Paris (10e).

Imprimerie Centrale de la Bourse
117, rue Réaumur, Paris (2e)

*Travail exécuté par des ouvriers syndiqués*

Le Gérant : P. Frank.

# La VIE de la LIGUE

COMITE REGIONAL

Dans sa dernière réunion, le Comité de la Région parisienne a examiné le plan de travail des différents groupes. La discussion a montré la nécessité pour chaque groupe d'entrer hardiment dans la voie du recrutement et d'effectuer un travail systématique dans les organisations ouvrières locales. Chaque groupe devra s'efforcer de publier un **Bulletin** roneotypé.

Le Comité régional a enregistré neuf demandes d'adhésions nouvelles, qui ont été acceptées.

ASSEMBLEE GENERALE

Dimanche 29 a lieu une très importante Assemblée générale d'information de la Region parisienne. Tous les membres de la Ligue, sans exception, doivent être présents.

**Rapport et discussion** sur : la situation en France et notre campagne d'action.

Lieu et heure fixés individuellement.

## Aux causeries populaires

*Mercredi soir devant cinq cents assistants, Daniel Guérin retrace aux* Causeries Populaires *son reportage si vivant et si nourri sur l'Allemagne ouvrière sous la Peste Brune. Notre camarade Gérard affirma la nécessité après la faillite des deux Internationales, de travailler à la création d'une direction révolutionnaire, de fonder la quatrième Internationale.*

*Daniel Guérin répondit à notre camarade en saluant en Trotsky le compagnon de Lénine l'artisan d'octobre et le seul révolutionnaire qui avait tracé la juste voie à travers les événements d'Allemagne. Il affirme qu'il était convaincu que le regroupement révolutionnaire se referait hors de la Social démocratie et du stalinisme — et que posée par Trotsky, la question du nouveau parti se présentait avec le plus de poids. Les déclarations de Guérin et de notre camarade furent saluées de nombreux applaudissements.*

## Aux Abonnés de Paris

Un certain nombre d'abonnés de Paris reçoivent cette semaine leur circulaire de réabonnement. Nous prions ces lecteurs de nous envoyer sans délai le montant de leur réabonnement, faute de quoi nous serons obligés de leur supprimer l'envoi de la *Vérité* dès la semaine prochaine.

**L'administration.**

**ABONNEZ-VOUS**
**SOUSCRIVEZ**
**COLLABOREZ**
**à "LA VÉRITÉ"**

CLICHY

## Au compte rendu du Congrès des jeunes

Mardi soir avait lieu, à Clichy, le compte rendu du « Comité des jeunes contre la guerre et le fascisme ». A peine 50 présents.. Trois orateurs se succédèrent à la tribune, endormant l'assemblée par des exposés interminables et monotones.

Notons en particulier cette camarade étudiante qui passe son temps à expliquer aux jeunes ouvriers présents... qu'ils sont misérables et mal payés. Comme s'ils ne le savaient pas ! Ce qu'ils veulent savoir c'est comment vaincre.

Ensuite le camarade Craipeau exposa le point de vue de la Ligue Communiste.Il rappela la faillite du mouvement d'Amsterdam devant la guerre du Maroc et de Chine. La seule lutte contre la guerre et le fascisme est celle du prolétariat et de ses organisations syndicales et politiques sur des objectifs précis (par exemple : arrêter les transports de munitions au Maroc).

La lutte contre la guerre c'est pour nous par exemple le travail antimilitariste. Seule une organisation révolutionnaire de jeunes peut la mener. Ce n'est ni la J. S. ni la J.C. Il faut que ce soit une nouvelle jeunesse. Après avoir rappelé les brutalités contre l'opposition de gauche aux congrès d'Amsterdam, Pleyel et autres parades barbussiennes, il appela l'attention des camarades sur la tragédie allemande. Ici les staliniens essayèrent de lui couper la parole et déchaînèrent le tumulte. Le président lui retira la parole sous prétexte que son temps de parole était passé. Il refusa de consulter la salle. Notre camarade continua donc de parler malgré les perturbateurs staliniens. Applaudi vigoureusement par nos jeunes camarades et la majorité de la salle il stigmatisa la trahison des partis socialiste et communiste en Allemagne, montra la faillite des deux Internationales, appela à forger pour les combats futurs une nouvelle Internationale, un nouveau Parti, une Jeunesse léniniste.

Après lui un camarade des « Jeunesses d'unité ouvrière » vint dire quelques mots également dans le bruit. Puis un jeune socialiste allemand, appelant au front unique.

Notons encore ceci : lorsque l'orateur staliniste voulut répondre, les jeunes ouvriers lui crièrent qu'ils ne le laisseraient pas parler puisque les stalinistes avaient saboté l'intervention « trotskyste ». Il put parler seulement grâce à l'intervention du camarade Craipeau demandant aux jeunes ouvriers de Clichy de donner aux staliniens une leçon de démocratie. Les staliniens doivent se le tenir pour dit. Les jeunes léninistes de Clichy ne se laisseront baillonner et sauront s'imposer.

**Un camarade de Clichy.**

LILLE

## Après le Congrès de Paris Avant le Congrès d'Amsterdam

COMPTE RENDU DU CONGRES DES JEUNES

Le comité lillois d'initiative des jeunes contre la guerre avait convoqué pour le samedi 14 octobre une réunion pour entendre la délégation à ce congrès : 80 présents dont à peine 10 jeunes, c'est dire le peu d'intérêt et de répercussions qu'a ce congrès (ou plutôt parade) chez la jeunesse ouvrière.

Nous avons successivement entendu **Maltère,** des espérantistes, qui nous parla de la préparation active à la guerre, des revendications des soldats, et des manœuvres de Troyes où la population a réagi avec vigueur, et, qui de ce fait, n'ont pas eu lieu.

Ensuite **Rypert** proteste énergiquement contre les affirmations des J. S. qui proclamaient que c'était un congrès communiste. Ensuite il nous lit plusieurs résolutions rédigées en commun par les délégués socialistes au congrès. Bien entendu il parla quelque peu des événements d'Allemagne et fit une charge à fond contre les sociaux démocrates allemands qui, dit-il, sont responsables de la défaite du prolétariat de ce pays. Nous aurions préféré que **Rypert** fasse un véritable travail révolutionnaire à l'intérieur de son organisation en expliquant les raisons de son attitude devant tous les membres de sa section et en déposant au besoin une lettre politique situant sa position tant sur le problème de la participation des jeunes socialistes au congrès que sur sa conception du front unique. Il ne le fit en aucune occasion.

Voilà les raisons pour lesquelles nous n'avons pas accepté ses interruptions pendant l'intervention du camarade **De Vreyer.** D'ailleurs ce dernier le moucha assez sérieusement.

Après qu'un certain **Victor,** des Combattants de la paix, nous ait lu quelques passages du discours du délégué des J. C. de Russie, nous pûmes entendre le contradicteur **Gruson** des J. P. U. Il critiqua assez fortement le congrès en disant qu'il avait jeté la confusion dans l'esprit des Jeunes qui croyaient que ce congrès allait jeter des bases de travail. Malheureusement il fut déçu car, dit-il, le congrès a perdu la moitié des séances en applaudissements et en chants. Il répondit à l'allégation de **Rypert** selon laquelle ce n'était pas un congrès communiste, en nous citant un passage des débats du comité central des J. C. qui décida de lui-même de retarder le congrès. Bien entendu il protesta énergiquement, étant donné que les dirigeants du congrès avaient appelé et avaient invité tous les jeunes ouvriers sans distinction d'opinions et de tendances politiques. Il finit son intervention en proclamant que seule l'unité organique du prolétariat était capable de reconstruire cette unité si désirée par le prolétariat.

Ensuite ce fut **Luciani,** cette lumière des J. C., qui compara ce magnifique congrès de la Mutualité à celui de Berne. Nous reviendrons d'ailleurs dans un prochain article sur cette comparaison. Il nous cita l'exemple magnifique des membres de la délégation allemande qui traversèrent la frontière malgré la peine de mort qui planait sur leurs têtes en passant clandestinement la frontière.

Le discours de clôture fut fait par **Perrier** au nom du P. C., discours qui fut le même que nous entendons prononcer journellement par les bons staliniens qui glorifient constamment le P.C. allemand et déclarent que sa politique fut juste à tous les points de vues. Il dit que la lutte des dockers de Dunkerque et des textiles était un très bon exemple de lutte contre le fascisme. Il termina en faisant l'apologie du voyage d'Herriot en Russie mais se garda bien de nous parler du procès de Berlin pour l'incendie du Reischstag, chose que nous fîmes remarquer à chaque instant et à tous les orateurs. Bien entendu toutes nos interruptions étaient couvertes par les insultes des staliniens et aussi par des camarades que nous excusons parce que la plupart d'entre eux ne connaissent même pas nos conceptions.

Il ressort de cette réunion que nos points de vue sur ce congrès se justifient d'une manière éclatante quand nous le qualifions de **parade** dont il ne sort rien de positif et aucune proposition de lutter contre la guerre. Nous pouvons déclarer que ce congrès était destiné comme ceux de Pleyel et d'Amsterdam à masquer les fautes commises par l'Internationale Communiste en Allemagne et à couvrir l'inactivité et les fautes présentes en France.

Pour un véritable congrès de la jeunesse contre la guerre et où pourront s'affronter toutes les opinions et les idées sans qu'on ait crainte d'être hué et jeté dehors, pour un congrès dont les délégués seront nommés par leurs organisations et non par eux-mêmes, Jeunes travailleurs, en avant.

**Marcel Cornille.**

MARSEILLE

## Dispersez-vous

Les staliniens sont fermement décidés à ne rien apprendre.Si les appels «au calme » contre la « terreur individuelle » ont abouti en Allemagne à la disparition du Parti Communiste dans la lutte contre le fascisme et ont porté Hitler au pouvoir, le P.C.F. commence — devant les luttes qui s'approchent — d'imiter l'exemple du P.C.A., autrichien et bulgare.

Dimanche, le 22 octobre, avait lieu à la Bourse de Travail un meeting du cartel élargi des services publiques contre la diminution des salaires et traitements. Sur plus de 10.000 fonctionnaires marseillais une infime partie seulement est présente. Jusqu'à présent, la masse des fonctionnaires ne s'est pas mise en branle dans notre région. Ainsi à l'assemblée corporative de la Fédération de l'Enseignement (C.G.T.U.), malgré les convocations et l'importance du sujet, une trentaine d'instituteurs était présente.

A la sortie du meeting, le comité d'organisation avait lancé le mot d'ordre d'une manifestation qui devait se diriger vers la Préfecture. Le mot d'ordre est accepté avec enthousiasme par les fonctionnaires et travailleurs présents qui se massent devant la Bourse du Travail qui est cernée par un cordon de flics. Une atmosphère de lutte règne. Les fonctionnaires sont prêts à défendre la liberté de manifestations. Un ancien combattant crie : **« Nous avons enfoncé à Verdun, nous enfoncerons aussi ici ».** D'autres crient : **« A la préfecture par tous les moyens.** La masse attend, cherche son guide, mais reste toujours massée devant la Bourse du Travail. Les « chefs » sont forcés de prendre la parole. **Christofol** et **Matton** parlent. Ils invitent au calme : « Puisqu'on nous interdit de manifester, dispersons-nous pour ne pas embêter la police, nous sommes trop faibles pour lutter contre elle. Mais si vous ne luttez pas aujourd'hui, luttez sur le lieu de travail en faisant le « front unique, rien qu'à la base... front unique de lutte de classe ».

« Nous sommes contre les actes individuels (?), ceux qui vous appellent à manifester sont des provocateurs. Dispersez-vous... Dispersez-vous ».

Voilà les nouvelles méthodes (bien connues chez les réformistes), pour mener les travailleurs à la lutte. Signe symptomatique : la masse hésitant à se disperser, ce sont les membres du P.C. les premiers qui s'en vont en criant : Dispersez-vous.

Et le chef de police de dire aux travailleurs :

**« Vous n'entendez pas, ils vous disent de vous disperser. »**

Et ainsi la « **lutte** » contre les mesures gouvernementales a été inaugurée à Marseille par les centristes.

Maintenant, une question à **Christofol** et **Matton** (c'est-à-dire à la C.G.T.U. et au P.C. qui commandent).

Appelez-vous « actes individuels » la volonté de lutte de plusieurs centaines de manifestants ?

Voulez-vous attendre pour vos manifestations jusqu'à ce que la préfecture vous donne l'autorisation bienveillante ?

Travailleurs marseillais, réagissez avant que les centristes aient terminé leur œuvre de destruction.

P.

**SUR L'U. R. S. S.**

**L. TROTSKY**

**L'Economie Soviétique en danger** 2 fr.
**Signal d'Alarme** (Le danger menace de plus près) ..... 0 fr. 50

A la **Vérité,** 23, rue des Vinaigriers.
Compte chèque : Naville 1333-80, Paris.

# A travers nos lettres

**D'un camarade des PYRENEES-ORIENTALES :**

D'une façon générale, les militants (l'*Avant-Garde Ouvrière et Paysanne*) sont satisfaits de la critique juste que vous faites du stalinisme et de la social-démocratie. Ce qui les frappe le plus favorablement, c'est votre attitude « intelligente » en présence de la gauche socialiste.. Si je me permets de vous donner ces indications, c'est parce que je sais que vous tenez compte de l'opinion de vos lecteurs; c'est aussi pour vous engager à persévérer dans cette voie qui est la seule vraiment marxiste, du front unique d'organisation avec la social-démocratie et pour vous demander de résister à certains éléments « staliniens malgré tout » qui se trouvent dans vos rangs...

L'erreur de certains de vos amis est de vouloir ou de paraître vouloir constituer un parti sur la plate-forme « trotskyste », alors qu'il convient simplement de revenir aux principes généraux de l'I. C. d'avant 1924, et de faire appel à tous ceux qui acceptent le marxisme comme doctrine, quitte à constituer une tendance au sein de ce nouveau parti, à démocratie interne très large, bien entendu.

**J. R.**

**Nous reviendrons dans plusieurs articles sur les questions posées par J. R. dans sa lettre.**

**D'un camarade de VIROFLAY :**

Très intéressé par votre programme qui aboutira peut-être à nous sortir de la lutte vaine entre socialistes et communistes et de leur inaction, aux uns et aux autres. Pour commencer, inscrivez-moi pour un abonnement d'essai de 3 mois. Salutations communistes.

**R. C.**

**Le camarade LEGUY, de MARSEILLE, nous écrit ces nouvelles réconfortantes :**

J'expédie ce soir un mandat-chèque de 211 fr., somme recueillie au Central télégraphique et obtenue en faisant circuler parmi les sympathisants, 2 listes.

La 1re, 110 fr. pour la Vérité; la 2e, 101 fr. pour les camarades oppositionnels allemands. Nous comptons répéter ce geste et, faisant connaître la détresse de nos camarades allemands, contribuer à leur aide matérielle. Il y a déjà, encore serait mieux dire, la perspective très prochaine de 3 abonnements nouveaux à la Vérité. Sans doute que ce ne sera pas le dernier pas.

**Imitons-le tous !**

**Le camarade Jaouen (PARIS) nous fait les critiques suivantes :**

D'ailleurs, on peut faire le même reproche à la *Vérité* et à l'*Huma ;* il n'y a rien à lire dans les journaux d'extrême-gauche. Les rédacteurs emploient des colonnes entières pour des faits parfois sans importance, on y cherche en vain des articles doctrinaires, ou d'idées générales puissantes qui revivifieraient le mouvement. Celui-ci, outre du manque d'idéal des masses, de leur esprit moutonnier et rien n'est fait pour créer les cadres futurs Pas même à la Vérité. Est-ce à croire que là aussi, les dirigeants s'en foutent ? Je te joins 10 fr. pour les numéros vendus et la souscription

**Le camarade J. se trompe. Nous ne négligeons ni la doctrine, ni l'idéal; mais il ne suffit pas pour cela soulever les masses; il y faut aussi la propagande méthodique, et des circonstances favorables.**

**Nos camarades de LILLE nous écrivent en envoyant la lettre de démission de six membres du S.R.I., que nous avons publié :**

Nous avons été à la réunion du P. C. sur le compte rendu du Congrès Mondial des Jeunes. Devreyer a pu prendre la parole au milieu d'un groupe de fanatiques du P. C., malgré pas mal d'insultes. Nous organiserons bientôt une reunion pour exposer les idées du nouveau Parti Communiste.

**D'UN MEMBRE DU PARTI DU GARD :**

Personnellement je suis fermement convaincu de la justesse de la ligne politique de l'opposition de gauche. Mais je ne désire adhérer officiellement à celle-ci avant d'avoir été exclu du parti...

Quant au tournant actuel de la politique de l'opposition (question du nouveau parti), j'en reconnais personnellement toute la justesse.Mais je ne peux cependant pas me délivrer du doute si un tel tournant (théoriquement juste), ne se heurtera pas à de telles difficultés, dues aux conditions objectives actuelles capables d'en rendre impossible la réalisation pratique.

*Sans nul doute, l'organisation du parti se heurtera à de grandes difficultés, mais elles seront vaincues justement parce que les circonstances objectives l'exigent de même que l'avant-garde prolétarienne.*

## SERVICE DES LIVRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

*Nous ne pouvons fournir que les livres indiqués dans la liste ci-dessous.*

*Pour toute commande au dessus de 10 fr., joindre 10 % en plus pour frais de port.*

| | |
|---|---|
| Cours Nouveau (1923) ..... Fr. | 3 50 |
| Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ? (1925) ..... | 3 50 |
| Les Problèmes de la Révolution Allemande (1931) ..... | 1 50 |
| Et Maintenant (1932) ..... | 3 » |
| La Seule Voie (1932) ..... | 2 » |
| Entretien avec un ouvrier social-démocrate (1933) ..... | épuisé |
| Signal d'Alarme (la Situation en U.R.S.S.) ..... | 0 25 |
| L'Economie Soviétique en danger ..... | 2 » |
| Les Problèmes de la Guerre Civile (1924) | 1 50 |
| La Révolution Défigurée ..... | 15 » |
| Ma Vie (3 vol.) ..... | 30 » |
| La quatrième internationale et l'U.R.S.S. | 1 » |
| **CH. RAKOVSKY.** Problèmes de l'Economie de l'U.R.S.S, ..... Fr. | 2 » |
| **La Lutte de Classes.** Année 1930 ..... | 30 » |
| **La Lutte de Classes.** Année 1931 ..... | 20 |
| **La Lutte de Classes.** Année 1932 ..... | 20 » |
| Déclarations pour le Congrès antifasciste européen de Paris (juin 1933) ..... | épuisé |
| Qu'est-ce que l'Opposition Communiste de Gauche ? (1932) ..... | 1 50 |
| Que s'est-il passé en Allemagne ? ..... | 1 » |
| Par 10 exemplaires ..... | 8 » |
| Plate-forme de l'Opposition russe en 1927 | |
| **Il nous reste quelques exemplaires à ..** | 5 » |

Adressez les commandes à la **Vérité,** 23, rue des Vinaigriers, Paris (10e).
Compte chèque-postal : Naville 1333-80, Paris